

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

AVANT-PROPOS

J'aimerais tout d'abord remercier Madame Andreia Lemaître d'avoir accepté d'être ma promotrice et de m'avoir suivi dans la rédaction de ce mémoire.

Je remercie également la fondation AGRECOL Andes dans laquelle j'ai effectué mon stage et qui m'a permis d'avoir une vision des différentes facettes de la réalité bolivienne. Merci à ma famille bolivienne de m'avoir accueilli durant ces quatre mois.

Mes remerciements vont aussi à mon père qui a pris le temps de corriger ce mémoire et à ma mère pour son soutien ainsi qu'à mon frère et à mes sœurs. Une pensée particulière va à mes amis et à mes collègues dont les conseils et la présence ont été d'une grande aide.

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Liste des abréviations | 1 |
| Introduction..... | 3 |
| Première partie. Pour comprendre la Bolivie contemporaine | 5 |
| Chapitre 1. La population indigène au sein de la population bolivienne | 5 |
| Chapitre 2. De la révolution nationale à l'arrivée d'Evo Morales au pouvoir..... | 6 |
| 1. La révolution nationale de 1952 | 6 |
| 2. Le katarisme | 8 |
| 3. La contre-révolution libérale..... | 11 |
| 4. <i>Cocaleros</i> et peuples indigènes des basses terres : l'émergence de nouveaux acteurs ... | 12 |
| 5. Instrumentalisation politique de l'identité indigène | 14 |
| 6. Un vice-président indigène, l'expérience de Víctor Hugo Cárdenas | 15 |
| 7. Apparition de nouveaux partis indigènes | 16 |
| 8. Les mouvements sociaux de 2000 à 2003 : la crise du modèle néolibéral | 21 |
| Chapitre 3. Evo Morales et le MAS au pouvoir..... | 24 |
| 1. Entre socialisme, indigénisme et nationalisme | 24 |
| 2. Un nouveau modèle politique..... | 25 |
| 3. Les changements économiques | 26 |
| 4. Défis futurs | 28 |
| Deuxième partie. Le vivre bien en Bolivie | 29 |

| | |
|---|-----------|
| Chapitre 1. Le <i>vivir bien</i> | 29 |
| 1. Les Origines du <i>vivir bien</i> | 29 |
| 2. Le discours contemporain du <i>vivir bien</i> | 31 |
| Chapitre 2. La politisation du <i>vivir bien</i> | 40 |
| 1. L'Assemblée constituante : une demande des mouvements indigènes et populaires..... | 40 |
| 2. La proposition d'un Etat Plurinational | 42 |
| Chapitre 3. La Constitution Politique de l'Etat | 44 |
| 1. Le <i>vivir bien</i> dans la Constitution | 45 |
| 2. Transformation des autres propositions du Pacte d'unité. | 46 |
| 3. Entre <i>vivir bien</i> et exploitation des ressources naturelles | 47 |
| <i>Troisième partie. Le <i>vivir bien</i> dans le modèle de développement bolivien</i> | 51 |
| Chapitre 1. Le décalage entre le discours "pachamamiste" et le modèle extractiviste. | 51 |
| 1. La Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère. | 51 |
| 2. Le Plan National de Développement 2006 - 2011..... | 52 |
| 3. L'exploitation des ressources naturelles au cœur des politiques de développement..... | 53 |
| Chapitre 3. L'exemple du TIPNIS | 55 |
| Conclusion | 59 |
| BIBLIOGRAPHIE..... | 61 |

Liste des abréviations

| | |
|----------|---|
| ADN | Action Démocratique Nationaliste |
| AIOC | Autonomie Indigène Originnaire et Paysanne |
| ASP | Assemblée pour la Souveraineté des Peuples |
| BIC | Bloc Paysan Indépendant |
| CEPALC | Commission Economique Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes |
| CIDOB | Confédération des Peuples Indigènes de Bolivie |
| COB | Centrale Ouvrière Bolivienne |
| COMIBOL | Corporation Minière de Bolivie |
| CONAMAQ | Conseil National des Ayllus et Markas du Qullasuyu |
| CONDEPA | Conscience de la Patrie |
| CSUTCB | Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie |
| DEA | Drug Enforcement Administration |
| EGTK | Armée Guérillera Tupac Katari |
| EMP | Etat-Major du Peuple |
| FELCN | Force Spéciale de Lutte contre le Narcotrafic |
| FNMCB-BS | Fédération Nationale de Femmes Paysannes de Bolivie Bartolina Sisa |
| FMI | Fond Monétaire International |

| | |
|---------------|---|
| IPSP | Instrument Politique pour la Souveraineté des Peuples |
| IU | Gauche Unie |
| MAS | Mouvement vers le Socialisme |
| MIP | Mouvement Indigène Pachakuti |
| MITKA | Mouvement Indien Tupac Katari |
| MNR | Mouvement Nationaliste Révolutionnaire |
| MRTK | Mouvement Révolutionnaire Tupac Katari |
| MRTKL | Mouvement Révolutionnaire Tupac Katari de Libération |
| NPE | Nouvelle Politique économique |
| OIT | Organisation Internationale du Travail |
| PND 2006-2011 | Plan National de Développement 2006 - 2011 |
| TIPNIS | Territoire Indigène et Parc National Isiboro Secure |
| UCS | Union Civique Solidarité |

Introduction

Depuis la conquête espagnole, les peuples indigènes d'Amérique latine ont été maltraités, humiliés, exclus. Cette exclusion s'est prolongée dans les différentes républiques qui ont vu le jour à la suite de la période des indépendances. Indépendances qui n'ont pas signifié de changements véritables pour la situation des populations indigènes. En Bolivie, la Révolution nationale de 1952, met fin à l'ordre oligarchique en place depuis l'indépendance en 1825. Bien que cette révolution améliore la condition des indigènes, ceux-ci, de par leur indigénéité, restent victimes de racisme, d'exclusion sociale, économique et politique. L'élection d'Evo Morales en 2005 marque dès lors un tournant historique pour les populations indigènes. Elle porte en elle l'espérance d'un changement véritable.

C'est dans ce contexte, qu'est promulguée en 2009, la nouvelle Constitution. L'une des nouveautés de cette Constitution est qu'elle introduit le principe du *vivir bien*, qui se veut une alternative au développement. En partant de ce constat, ce mémoire propose d'analyser dans quelle mesure le *vivir bien* a été introduit comme alternative au développement en Bolivie.

Dans une première partie nous aborderons les éléments qui permettent de comprendre la Bolivie contemporaine. Nous présenterons d'abord brièvement la population indigène de Bolivie pour ensuite passer en revue différents moments de l'histoire bolivienne à partir de la Révolution nationale tout en gardant en tête la volonté de mettre en lumière l'évolution du mouvement indigène qui a porté Evo Morales au pouvoir. Nous terminerons par un bref chapitre sur la politique du gouvernement de ce dernier.

La seconde partie sera consacré à la présentation du *vivir bien*. Dans un premier temps nous verrons quelles en sont les origines pour présenter ensuite les principales caractéristiques du discours contemporain du *vivir bien* et comment celui-ci se pose en alternative au développement. Dans un second temps nous découvrirons comment le *vivir bien* a réussi à pénétrer la sphère politique et à trouver sa place dans la

Constitution. Dans un troisième temps, nous analyserons la place que la Constitution donne au *vivir bien* et aux autres propositions indigènes.

Enfin, la troisième partie proposera d'étudier la réelle portée du *vivir bien* dans les politiques du gouvernement d'Evo Morales, et les contradictions qui en découlent. Nous terminerons avec la présentation du conflit du TIPNIS, lequel semble trouver une issue favorable ce 15 août 2017, Evo Morales promulguant une nouvelle loi qui ouvre la voie à la construction d'une route "respectueuse de l'environnement" dans le TIPNIS.

Première partie. Pour comprendre la Bolivie contemporaine

Chapitre 1. La population indigène au sein de la population bolivienne

La Bolivie est un pays de paradoxes. Tant d'un point de vue géographique, démographique ou social.

Depuis 2007, la Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a développé des statistiques sur les peuples indigènes. Selon ces statistiques, la Bolivie arrive en tête dans le classement des pays latino-américain présentant le plus grand pourcentage de population indigène avec une estimation de 62 %.¹ Selon le dernier recensement effectué en Bolivie, 42 % de la population se déclare comme faisant partie d'une nation ou d'un peuple indigène originaire ou afrobolivien. Sur ces 42 %, 82 % se déclarent Aymara ou Quechua et 11 % se déclarent comme faisant partie d'un des trente-six peuples définis comme nations ou peuples minoritaires. Les 7 % restant sont répartis dans 69 autres groupes de population qui ne comportent parfois qu'une trentaine de personnes.² Bien que ces résultats soient distincts des estimations de la CEPALC ils confirment néanmoins la forte présence d'indigènes en Bolivie et montrent la diversité qui existe au sein de cet ensemble.

La population bolivienne actuelle est cependant le résultat de 500 ans de mélanges, croisements et métissages entre les différents peuples originaires d'abord, puis avec les conquérants espagnols et les esclaves venus d'Afrique, et enfin avec les populations arrivées lors des vagues d'immigrations européennes et asiatiques.³ La distinction entre Indigènes, Métis et Blancs résulte donc plus de « perceptions

¹ Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, *Base de datos y publicaciones estadísticas*, <http://interwp.cepal.org/sisgen/ConsultaIntegrada.asp?IdAplicacion=1&idTema=1&idIndicador=31&idioma=e>, consulté le 20 avril 2017.

² *Censo de Población y Vivienda 2012, Características de la población* La Paz: Instituto Nacional de Estadística, 2015, p.29.

³ LAVAUD Jean-Pierre, "Verushka Alvizuri, Le savant, le militant et l'Aymara – Histoire d'une construction identitaire en Bolivie (1952-2006)", *Problèmes d'Amérique latine*, n°87, p. 150.

réciroques » et de « représentations de soi » que de la présence de critères objectifs.⁴

Chapitre 2. De la révolution nationale à l'arrivée d'Evo Morales au pouvoir

L'histoire contemporaine de la Bolivie peut être divisé en deux grandes périodes. Durant la première période, qui va de l'indépendance en 1825 jusqu'à la révolution de 1952, les indigènes sont purement et simplement exclus des sphères politiques. La deuxième période, qui débute avec la révolution de 1952, va progressivement voir différents mouvements indigènes s'affirmer dans un contexte agité, marqué par la fin des régimes nationaux-populaires, l'échec des guérillas révolutionnaires, les dictatures militaires, la transition démocratique, la vague néolibérale et le retour de discours tintés de populisme.⁵ Dans ce chapitre, nous nous pencherons sur la montée du mouvement indigène qui débute avec la révolution de 1952 et qui aboutit en 2005, à l'élection du premier président indigène, Evo Morales.

1. La révolution nationale de 1952

En 1952, une révolution, menée par le *Movimiento Nacionalista Revolucionario* (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire, MNR) et soutenue par les forces de polices, des groupes ouvriers et des syndicats de mineurs, éclate en Bolivie, mettant fin à l'oligarchie minière et latifundiaire.⁶ Cette révolution place Paz Estenssoro (MNR) au pouvoir, son gouvernement mène alors une politique national-populaire anticapitaliste, anti-impérialiste et intégrationniste.⁷ En effet, jusqu'à la révolution, la population indigène était majoritairement paysanne. Le MNR, désireux de mettre fin à la discrimination envers les populations indigènes, va alors intégrer

⁴ LE BOT Yvon, *La grande révolte indienne*, éditions Robert Laffont, collection « le monde comme il va », Paris, 2009, p. 18.

⁵ LE BOT Yvon, *Op. cit.*, p. 10.

⁶ DO ALTO Hervé, "De la révolution nationale à la victoire d'Evo Morales. Retour sur un demi-siècle de luttes en Bolivie populaire (1952 - 2007)", *Actuel Marx*, 2007, n° 42, p. 86.

⁷ DELFOUR Christine, "La gouvernance politique : des acteurs partenaires et concurrents, Le cas du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (1952 - 1964)" (chap. 2) dans ROLLAND Denis et CHASSIN Joëlle (coord.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris : l'Harmattan, 2007, p. 67.

les populations indigènes en promouvant l'intégration des paysans mais sans reconnaître leur « indianité ». L'idée était d'homogénéiser les populations rurales en gommant les caractéristiques ethniques pour construire une nation métisse homogène.⁸ Durant les premières années, le MNR instaure le suffrage universel, qui inclus désormais les femmes et les indigènes, nationalise les mines et procède à une réforme agraire. La classe paysanne qui était, jusqu'alors, écartée du pouvoir, devient l'alliée la plus fidèle de l'Etat. Le MNR procède à l'encadrement des organisations paysannes en transformant les *ayllus*⁹ en syndicats dont les dirigeants deviennent les relais du parti dans les campagnes. Le MNR réussit également à structurer le mouvement ouvrier en créant la *Central Obrera Boliviana* (Centrale Ouvrière Bolivienne, COB).¹⁰

Cette révolution marque donc la fin de l'Etat oligarchique et la création d'un « nouvel » Etat avec le désir de se débarrasser du racisme et de créer une nation où chacun et chacune, sans considérations pour la classe sociale ou l'appartenance ethnique, aurait sa place.

Le MNR va cependant s'affaiblir. Il connaît, d'une part, de nombreuses dissensions en son sein, et d'autre part, l'opposition croissante des syndicats envers les gouvernements successifs. En 1964, un coup d'Etat place le général Barrientos au pouvoir. Encouragé et appuyé par les Etats-Unis, ce coup d'Etat met fin à la période de la révolution et marque l'arrivée de l'armée au pouvoir et le début de dix-huit années d'instabilité politique durant lesquelles dix-sept présidents se succèdent.¹¹

⁸ CASEN Cécile, "Le katarisme bolivien : émergence d'une contestation indienne de l'ordre social", *Critique internationale*, 2012, n°57, p. 26.

⁹ L'*ayllu*, qui signifie « communauté » en aymara, est un système d'organisation sociale et territorial traditionnel.

¹⁰ DO ALTO Hervé, *op. cit.*, p. 87.

¹¹ LAVAUD Jean-Pierre, BABY-COLLIN Virginie, BERNARD Jean-Pierre, "Bolivie", in *Encyclopedia Universalis*, [en ligne], <http://www.universalis-edu.com.proxy.bib.ucl.ac.be:8888/encyclopedie/bolivie/>, consulté le 28 juin 2017.

2. Le katarisme

La dictature de Barrientos réprime sévèrement le mouvement ouvrier, tandis que le mouvement paysan soutient la dictature. A l'alliance parti-syndicat, établie par le MNR, va se substituer le « pacte militaire-paysan ». Néanmoins, en 1968, une révolte éclate sur les hauts plateaux de la cordillère donnant naissance au *Bloque Independiente Campesino* (Bloc Paysan Indépendant, BIC). Le BIC rejoint les syndicats ouvriers et s'oppose au régime militaire. Cet événement marque le début de la fin de l'alliance entre les paysans et le pouvoir. Pourtant, c'est au sein même de l'appareil syndical officiel que se développe le katarisme. Ce mouvement syndical paysan indianiste, dont le nom fait référence à Tupac Katari (leader de la Grande Rébellion contre le pouvoir espagnol en 1781 et symbole de la résistance indienne face à l'oppression des élites), se construit en réaction aux politiques d'Etat assimilationnistes héritées de la révolution nationale et prône l'intégration sociale et nationale des populations indigènes. L'abandon des promesses de la révolution et l'avènement de gouvernements de plus en plus autoritaires dégrade peu à peu les relations paysans-Etat et le katarisme entend lutter contre l'oppression vécue par les paysans. Oppression économique liée aux conditions de travail et de vie d'une part, et oppression sociale et culturelle liée à l'identité indigène d'autre part.¹²

En août 1971, le général Hugo Banzer accède au pouvoir par un coup d'Etat. La paysannerie qui avait réussi à s'adapter aux différents changements politiques, va alors devenir un acteur de la contestation.¹³ Le katarisme, dont la montée avait été tolérée par les gouvernements précédents, est interdit sous la dictature violente de Banzer. Seules les organisations culturelles du mouvement katariste sont tolérées. Celles-ci s'emploient alors à défendre et valoriser l'identité indigène des paysans.¹⁴

Il est intéressant de noter que le discours katariste n'est pas à proprement parler un discours « paysan ». Les personnes qui l'élaborent, bien que d'origine rurale, sont

¹² CASEN Cécile, *op. cit.*, p. 27.

¹³ DO ALTO Hervé, *op. cit.*, p. 87.

¹⁴ CASEN Cécile, *op. cit.*, p. 28.

des personnes ayant connu un passage par la ville et parfois même par l'université.¹⁵ En effet, de 1950 à 1976, la population de La Paz est multipliée par trois. De nombreux paysans quechuas et aymaras migrent vers les villes sans pour autant perdre leurs identités respectives. Au contraire, l'acculturation et l'urbanisation de ces populations produisent une nouvelle indianité qui permet à de nouveaux secteurs de se reconnaître de s'y reconnaître. Parmi ces migrants, une sorte d'« élite » indigène politisée va se créer. Il s'agit des personnes qui bénéficient des réformes de l'éducation mises en place par la révolution. Mais ces personnes doivent également faire face à la discrimination et à l'exclusion. Cette expérience sociale est à la base de la construction du discours katariste. En effet, un rapport ambivalent naît de l'expérience sociale vécue par les migrants aymaras et quechuas. Les leaders du katarisme sont le produit de l'ouverture sociale que la révolution avait permis mais le katarisme repose essentiellement sur la critique de cette révolution en rejetant le paradigme intégrationniste et en dénonçant la discrimination vécue par les populations indigènes. Cette discrimination apparaît d'autant plus intolérable qu'elle est niée par les dirigeants qui affirment qu'il n'y a plus d'indigènes, seulement des paysans.¹⁶

En 1973, le Manifeste de Tiwanaku commence à être diffusé clandestinement. Ce manifeste est le résultat d'un compromis entre les organisations culturelles kataristes signataires qui se présentent comme les porte-paroles des paysans. Il sera utilisé comme base de formation pour les cadres syndicaux durant la dictature.¹⁷ Partant du constat que, historiquement, les paysans aymaras et quechuas ont été exploités sur le plan économique, social et culturel, et opprimés sur le plan politique, le manifeste expose les idées que les leaders du katarisme jugent essentielles pour l'organisation économique, sociale et politique de la Bolivie.¹⁸ Le manifeste rejette le modèle de développement importé de l'extérieur et insiste sur l'importance de créer un nouveau

¹⁵ *Ibid.*, p. 30.

¹⁶ LE BOT Yvon, *Op. cit.*, p. 169.

¹⁷ CASEN Cécile, *Op. cit.*, p. 30.

¹⁸ LAVAUD Jean-Pierre, « Identité et politique : le courant Tupac Katari en Bolivie », *Problèmes d'Amérique latine*, 2013, n°91, p. 106.

développement, reposant sur les valeurs des cultures indigènes et dont l'auteur serait l'Indien, à travers la participation politique.¹⁹

Le katarisme fait ainsi coïncider les revendications politiques et les revendications culturelles en associant à l'identité indienne, la résistance et la lutte contre l'oppression. Mais l'introduction de cette dimension ethnique dans les revendications sociales et politiques est également source de dissensions. En effet le katarisme est un mouvement qui englobe de nombreuses organisations, syndicats et par la suite partis politiques qui ont parfois des discours discordants.²⁰ Cela est particulièrement criant si l'on compare le katarisme « modéré » présent dans le Manifeste de Tiwanaku et le katarisme « radical » inspiré des thèses de Fausto Reinaga. Ce dernier est l'auteur de plusieurs livres dans lesquels il développe une idéologie indianiste radicale et fondamentaliste, et prône la révolution indienne qui serait une révolution raciale.²¹ Le *Movimiento Revolucionario Tupac Katari* (Mouvement Révolutionnaire Tupac Katari, MRTK) et le *Movimiento Indio Tupac Katari* (Mouvement Indien Tupac Katari, MITKA), deux partis du mouvement katariste, illustrent assez bien ces contradictions. En effet le premier propose une alliance avec le mouvement ouvrier et les partis de gauche, tandis que le deuxième désire reconstituer l'empire inca en proposant un retour aux modes de vies communautaires et en insistant sur les différences entre Indiens et Blancs.²²

Pour résumé, bien que le katarisme s'avère être un mouvement divisé, il apparaît comme étant la première manifestation de la montée du paradigme ethnique qui se confirmera dans les années 1980 et 1990. De plus, son idéologie bénéficiera d'une large audience et sera à l'origine de nombreux mouvements indigènes.²³

¹⁹ Manifeste de Tiwanaku, La Paz, 1973. Traduction en français dans, MATERNE Yves, *Le réveil indien en Amérique latine*, Les éditions du Cerf, 1976.

²⁰ CASEN Cécile, *Op. cit.*, p. 33.

²¹ ESCARZAGA Fabiola, "Comunidad indigena y revolucion en Bolivia: el pensamiento indianista-katarista de Fausto Reinaga y Felipe Quispe", *Politica y cultura*, 2012, n° 37, p. 201.

²² CASEN Cécile, *Op. cit.* p. 32.

²³ LANDIVAR Diego, RAMILLIEN Emilie, « Indigénisme, capitalisme, et socialisme : l'invention d'une « quatrième voir » ? Le cas bolivien », *L'Homme et la société*, 2009, n° 174, p. 100.

3. La contre-révolution libérale

L'année de 1982 marque le retour à la démocratie. L'armée cède le pouvoir au vainqueur des élections de 1980, Hernán Siles Zuazo, laissant le pays dans une crise économique grave. La situation devient rapidement catastrophique et les élections sont anticipées.²⁴

En juillet 1985, Paz Estenssoro (MNR), l'une des figures centrales de la révolution nationale, est élu président. Néanmoins, les temps ont changé et c'est à l'*Acción Democrática Nacionalista* (Action Démocratique Nationaliste, ADN), parti créé par le général Hugo Banzer, que le gouvernement de Paz Estenssoro s'allie. Ensemble, ils forment le Pacte pour la démocratie et procèdent à des réformes néolibérales sévères.²⁵ Dès le mois d'août 1985, la Nouvelle Politique Economique (NPE) est mise en place via le décret suprême 21060. Cette NPE, s'inscrit dans le Consensus de Washington, elle est calquée sur les recommandations du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale. C'est avec cette NPE que s'ouvre un cycle de réformes néolibérales de vingt ans. En effet, les réformes des gouvernements suivants vont façonner la NPE, et l'adhésion de la Bolivie au Consensus de Washington sera acceptée par l'ensemble des partis politiques.²⁶

Cette NPE prévoit, entre-autre, le démantèlement de la *Corporación Minera de Bolivia* (Corporation minière de Bolivie, COMIBOL), la plus grande entreprise nationale, entraînant le gel des salaires et la fermeture ou la privatisation de certaines mines. En réaction à cela, plus de dix mille mineurs, militants et sympathisants marchent depuis Oruro vers La Paz. C'est la *Marcha por la Vida*, la « Marche pour la vie », qui est brutalement réprimée par les forces de l'ordre. La contre-révolution

²⁴ LAVAUD Jean-Pierre, BABY-COLLIN Virginie, BERNARD Jean-Pierre, Op. Cit

²⁵ DO ALTO Hervé, *Op. cit.*, p. 88.

²⁶ DOMINGO Pilar, "Democracy and new social forces in Bolivia", *Social Forces*, 2005, Vol. LXXXIII, n°4, p. 1735.

néolibérale l'emporte, les mineurs sont forcés de rebrousser chemin et de regagner leurs mines.²⁷

4. Cocaleros et peuples indigènes des basses terres : l'émergence de nouveaux acteurs

Durant les années 1980 et 1990, deux nouveaux acteurs font leur apparition dans le mouvement indigène. Il s'agit des *cocaleros*, cultivateurs de la feuille de coca, et des organisations indigènes des basses terres, c'est-à-dire de l'Amazonie, de l'Oriente et du Chaco, qui correspond grosso modo au nord et à l'est de la Bolivie.

Parmi les nombreux mineurs licenciés, un grand nombre va migrer vers les centres urbains ou vers les régions productrices de coca, les Yungas dans le département de La Paz, ou le Chapare dans le département de Cochabamba. A ces mineurs, s'ajoutent des paysans andins à la recherche de meilleures conditions de vie.²⁸ Cette rencontre transforme la lutte entre classes ouvrière et paysanne vers une lutte où des secteurs variés partagent un même discours politique et se rassemblent dans un mouvement national, populaire et identitaire.²⁹ En effet, le mouvement indigène, longtemps porté par les Aymaras à travers le *katarisme*, refait surface mais sous une forme nouvelle car les *cocaleros* forment un groupe hétérogène. En conséquence, c'est sur la défense de la feuille de coca, présentée comme un symbole de l'identité indigène, que se concentre le mouvement syndical des *cocaleros*. La feuille de coca est en effet utilisée depuis l'époque précolombienne à des fins médicales et religieuses. Elle aide également à supporter l'altitude et permet de couper la faim. Ainsi, le *pijcheo* (mâchage de la feuille de coca) est pratiqué

²⁷ GONZALEZ Norma, "Conflit social et vie publique dans les régions minières : la longue marche de Huanuni pour la vie et pour la paix" (chap. 16) dans ROLLAND Denis et CHASSIN Joëlle (coord.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris : L'Harmattan, 2007, p. 261.

²⁸ DO ALTO Hervé, *Op. cit.*, p. 89.

²⁹ LE BOT Yvon, *Op. cit.*, p. 363.

abondamment, notamment par les mineurs et les paysans, car elle permet d'être plus efficace et de jeûner pendant plusieurs heures.³⁰ La nouvelle identité qui se développe est donc à la fois socioculturelle et socio-économique car la feuille de coca représente avant tout une source de revenu cruciale.³¹

En 1990, les minorités des basses terres, longtemps restées invisibles, vont se faire remarquer avec la Marche pour le territoire et la dignité. Ces minorités avaient commencé à s'organiser dans les années 1980 dans un mouvement plus culturel que politique et avaient fondé la *Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia* (Confédération des peuples indigènes de Bolivie, CIDOB) dont les revendications principales étaient la reconnaissance de la diversité culturelle et de droits spécifiques pour les peuples indigènes. La Marche pour le territoire et la dignité se déroule pendant un mois depuis les plaines orientales jusqu'à La Paz. Une délégation de paysans aymaras de la *Confederación Sindical Unica de Trabajadores Campesinos de Bolivia* (Confédération syndicale unifiée des travailleurs paysans de Bolivie, CSUTCB) vient à la rencontre de la CIDOB, symbolisant la rencontre entre deux secteurs qui s'ignoraient jusqu'alors (il y aura par la suite plusieurs tentatives d'alliance entre les deux confédération mais qui n'aboutiront à rien).³² La CIDOB rend d'ailleurs visible les revendications des deux secteurs en réussissant à mettre à l'agenda politique du gouvernement de l'époque, les questions de territorialité indigène et de spécificité socioculturelle. C'est dans ce sens que huit territoires indigènes sont reconnus, la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur le droit des Peuples

³⁰ DO ALTO Hervé, STEFANONI Pablo, *Nous serons des millions, Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Paris : Editions Raisons d'agir, 2008, p. 33.

³¹ LACROIX Laurent, "Néoindigénisme d'Etat et ethnicisation (1994 – 2005) » (chap. 12) dans ROLLAND Denis et CHASSIN Joëlle (coord.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris : L'Harmattan, 2007, p. 235.

³² LE BOT Yvon, *Op. cit.*, p. 174.

Indigènes est ratifiée, l'éducation interculturelle bilingue est officialisée et une loi sur l'environnement est promulguée.³³

Le mouvement indigène bénéficie alors d'un contexte international favorable. La chute du communisme permet au mouvement indigène de réinterpréter les revendications des classes sociales, désormais un peu désuètes, en revendications identitaires ou culturelles tandis que l'ONU se saisit de la question des droits des indigènes et encourage l'adhésion à la Convention 169 de l'OIT et l'adoption de politiques multiculturelles.³⁴

5. Instrumentalisation politique de l'identité indigène

La fin des années 1980 et le début des années 1990 est également marqué par la naissance de deux nouveaux partis politiques populistes : *Conciencia de Patria* (Conscience de la patrie, CONDEPA) et *Unidad Civica Solidaridad* (Union civique solidarité, UCS). Ces deux partis vont assurer leur assise électorale en exploitant les secteurs populaires urbains en jouant sur leurs frustrations dues aux politiques néolibérales et au racisme à leur encontre.³⁵

CONDEPA était dirigé par Carlos Palenque, propriétaire de médias et animateur audio-visuel, tandis que l'UCS était dirigée par Max Fernandez, propriétaire de la plus grande brasserie du pays. Ils comptaient sur le soutien des paysans indigènes qui arrivaient en ville et des cholos. Ces derniers constituent « une population de l'entre-deux », leur identité est hybride et fluctuante car ce sont, pour la plupart, des citoyens métissés, ayant des origines indigènes parlant l'espagnol et le quechua ou l'aymara. Bien qu'ils jouent un rôle clé dans l'économie des villes, ils sont méprisés et discriminés par les élites qui les considèrent inférieurs à cause de leurs origines indigènes.³⁶ Les deux partis reprenaient l'idée de métissage par assimilation et l'adaptaient au contexte néolibéral et à l'idée d'individualisme. L'idée était que la

³³ LACROIX Laurent, *Op. cit.*, p. 236.

³⁴ LANDIVAR Diego, RAMILLIEN Emilie, *Op.cit.*, p. 100.

³⁵ LE BOT Yvon, *Op. cit.*, p. 170.

³⁶ *Ibid.*, p. 171.

réussite économique et sociale permettait d'effacer l'indianité et de devenir Blanc. En jouant sur la symbolique andine, le populisme et le libéralisme, ces partis connurent un certain succès, néanmoins, ils ne survivront pas aux coalitions gouvernementales et au décès de leurs leaders respectifs.³⁷

6. Un vice-président indigène, l'expérience de Víctor Hugo Cárdenas

En 1993, une alliance inattendue permet à Gonzalo Sánchez de Lozada (MNR) de devenir président et à Víctor Hugo Cárdenas du *Movimiento Revolucionario Tupac Katari de Liberación* (Mouvement Révolutionnaire Tupac Katari de Libération, MRTKL) de devenir vice-président. Cette alliance est inédite car elle réunit deux hommes aux antipodes l'un de l'autre. Tandis que Gonzalo Sánchez de Lozada est un entrepreneur minier ayant longtemps vécu aux Etats-Unis (son accent américain lui vaut d'ailleurs le surnom de « el gringo »), Víctor Hugo Cárdenas est un intellectuel et syndicaliste indigène, l'un des fondateurs du *katarisme*.³⁸

Cette alliance, en combinant néolibéralisme et multiculturalisme, marché et identité, devait permettre à la Bolivie d'entrer dans la mondialisation tout en englobant les différentes composantes de la nation bolivienne.³⁹ C'est ainsi que le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada va procéder à la mise en place d'une série de réformes libérales couplées à une politique multiculturelle. Parmi ces réformes, nous pouvons citer la réforme de l'éducation, la réforme agraire (à travers la Loi INRA), la Loi de capitalisation, ou encore la Loi de participation populaire qui découpe la Bolivie en municipalités et qui permet la décentralisation politique en ouvrant de nouveaux espaces de participation et en permettant aux indigènes d'avoir une meilleure représentation politique. En 1994, la réforme constitutionnelle, qui reprend de nombreuses propositions faites par la CIDOB, fait de la Bolivie une République

³⁷ Ibid., p. 173.

³⁸ LAVAUD Jean-Pierre, BABY-COLLIN Virginie, BERNARD Jean-Pierre, *Op. Cit.*

³⁹ LE BOT Yvon, *Op. cit.*, p. 179.

« multiethnique et pluriculturelle » et reconnaît de nouveaux droits sociaux et culturels aux populations indigènes.⁴⁰

Ce « néo-indigénisme » d'Etat, en insérant les populations indigènes dans le cadre législatif et la participation politique, s'éloigne du modèle assimilationniste qui avait prévalu jusqu'alors.⁴¹ Toutefois, les réformes de cette époque répondent plus à une logique administrative qu'à une réelle volonté de dynamiser ou d'autonomiser les instances communautaires.⁴²

Bien que l'expérience de Víctor Hugo Cárdenas à la vice-présidence soit une première historique, son mandat sera surtout symbolique car il pèsera finalement peu dans les prises de décisions et leurs mises en œuvre. Son alliance avec un gouvernement de droite lui vaudra d'être considéré comme un traître à la cause indigéniste par de nombreuses organisations indigènes, cependant, il a permis d'ouvrir la voie à un mouvement d'ethnisation de la politique nationale.⁴³

Cette ouverture rend notamment possible la naissance de nouveaux partis indigènes. Nous nous pencherons sur le *Movimiento Indígena Pachakuti* (Mouvement Indien pachakuti, MIP) et le *Movimiento al Socialismo* (Mouvement vers le Socialisme, MAS), partis indissociables de leurs fondateurs respectifs, Felipe Quispe et Evo Morales.

7. Apparition de nouveaux partis indigènes

7.1. Felipe Quispe et le *Movimiento Indígena Pachakuti*

Comme nous l'avons vu précédemment, il existe en Bolivie une idéologie indigéniste radicale qui crée volontairement une rupture dans la population bolivienne en insistant sur les différences entre Indiens et Blancs. Cette mouvance est notamment incarnée par Felipe Quispe, un indien Aymara né dans une communauté de la région du lac Titicaca. Il fait partie du courant « ethnonationaliste » et se

⁴⁰ LACROIX Laurent, *Op. cit.*, p. 238.

⁴¹ *Ibid.*, p. 237.

⁴² LE BOT Yvon, *Op. cit.*, p. 180.

⁴³ LACROIX Laurent, *Op. cit.*, p. 253.

revendique de Fausto Reinaga. Il se fait appelé le *Mallku*, nom donné à l'autorité traditionnelle dans les communautés aymaras, et se présente comme le chef du « second Tawantinsuyu ». ⁴⁴

En 1975, il intègre le groupe qui deviendra par la suite le parti politique MITKA. De 1980 à 1983, il quitte la Bolivie et visite différentes organisations au Pérou, au Guatemala, et à Cuba où il reçoit une formation militaire. En 1989, il crée l'*Ejercito Guerrillero Tupac Katari* (Armée Guérillera Tupac Katari, EGTK) qui se compose d'intellectuels marxistes ou indianistes (dont Alvaro Garcia Linera, vice-président actuel de la Bolivie), de jeunes paysans et de syndicalistes, et qui applique la stratégie du *katarisme* révolutionnaire, élaborée par Quispe lui-même. L'existence de ce groupe sera de courte durée puisqu'il sera démantelé en 1991 et que Felipe Quispe sera arrêté en 1992 et passera cinq ans en prison. ⁴⁵

A sa sortie de prison en 1997, Felipe Quispe est appelé à devenir directeur de la CSUTCB pour éviter une rupture entre les partisans de Evo Morales et Alejo Véliz. Il profite alors de l'occasion pour affirmer son *katarisme* révolutionnaire au sein de la CSUTCB. ⁴⁶ En 2000, le jour de l'anniversaire de la mise à mort de Tupac Katari par les espagnols, il crée le parti politique MIP. ⁴⁷ Le « *pachakuti* » est un terme utilisé dans la cosmovision andine pour parler d'une série d'évènements qui mèneraient à un rééquilibrage du monde. ⁴⁸ Dans le cas du MIP, le *pachakuti* englobe les bouleversements qui permettraient de rétablir le *Tawantinsuyu* dont le *Qollasuyu*, qui correspond plus ou moins au territoire de la Bolivie, est une des quatre parties. La position de Quispe se radicalise alors encore un peu, il affirme qu'il y a deux Bolivies, celle des *Q'aras*, les Blancs et les Métis, et celle des Aymaras, Quechuas et

⁴⁴ LE BOT Yvon, *Op. cit.*, p. 184.

⁴⁵ ESCARZAGA Fabiola, *Op. cit.*, p. 201.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 205.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 206.

⁴⁸ THOMSON Bob, "Pachakuti: Indigenous perspectives, *buen vivir*, *sumaq kawsay* and degrowth", *Development*, 2011, n° 54, p. 450.

autres nations originaires. A travers son parti, il prône l'autodétermination, l'autonomie territoriale, et la reconnaissance de l'identité culturelle indigène.⁴⁹

Felipe Quispe représente donc la face radicale du mouvement indigène. Cependant son discours s'est avéré capable de mobiliser un grand nombre de personnes, son parti ayant récolté les votes d'une part décisive de l'électorat aymara lors des élections de 2002 et de 2005.⁵⁰

7.2. Evo Morales et les origines du Movimiento Al Socialismo

Evo Morales est originaire d'une communauté paysanne aymara du département de Oruro. En 1980, comme de nombreux paysans, sa famille est amenée à migrer vers le Chapare pour cultiver la feuille de coca. Evo Morales s'engage alors, à l'âge de vingt et un ans, dans le syndicat de sa petite ville, San Francisco, pour lutter contre les injustices dont sont victimes les *cocaleros*.⁵¹ Très vite, il devient une personnalité incontournable du mouvement *cocalero*.

Comme nous l'avons vu précédemment, les années 1980 sont marquées par la migration de paysans et de mineurs vers les régions de culture de la coca. Cela crée un boom dans la production de la feuille de coca qui entraîne l'essor de l'économie liée à la cocaïne. En 1982, à la fin du cycle de dictatures militaires, cette dernière représente plus de 50% du PIB bolivien.⁵² Dès lors, une politique anti-drogue est mise en place sous l'orientation de la Drug Enforcement Administration (DEA) des Etats-Unis. C'est dans cette optique qu'est promulguée, en 1988, la Loi 1008 sur la coca et les substances contrôlées qui prévoit l'éradication de la production illicite de coca, c'est-à-dire la coca destinée à la fabrication de cocaïne ou d'autres substances illicites. Cette lutte contre la drogue entraîne la stigmatisation des *cocaleros* qui sont

⁴⁹ LE BOT Yvon, *Op. cit.*, p. 184.

⁵⁰ ZALLES Alberto, "Nationalisme aymara : *Jiwasankiwa Ch'amaxa Jiwasatanwa*", *Alternatives Sud, La Bolivie d'Evo: Démocratique, indianiste et socialiste?*, 2009, vol. XVI, n°3, p. 138.

⁵¹ ROLLAND Denis, "Evo Morales : Eléments bibliographiques" dans ROLLAND Denis et CHASSIN Joëlle (coord.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris : L'Harmattan, 2007, p.44.

⁵² DO ALTO Hervé, "Le MAS-IPSP d'Evo Morales, à la croisée des politiques institutionnelle et contestataire", dans ROLLAND Denis et CHASSIN Joëlle (coord.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris : L'Harmattan, 2007, p.95.

durement réprimés par les militaires de la *Fuerza Especial de Lucha Contra el Narcotráfico* (Force spéciale de lutte contre le narcotrafic, FELCN).⁵³

Il existe, à partir de la fin des années 1980, un débat au sein de la CSUTCB, dont fait partie Evo Morales, concernant la constitution d'un instrument politique. Les *cocaleros* sont favorables à la thèse de l'instrument politique tandis que les héritiers du *katarisme* défendent l'autodétermination des peuples autochtones, refusant la participation au jeu institutionnel imposé par l'Etat.⁵⁴ Malgré ces désaccords le mouvement *cocalero* décide de participer aux élections pour contrer la politique d'éradication. Il se joint à différentes alliances de gauche, à la *Izquierda Unida* (Gauche unie, IU) en 1989, et à l'*Eje Pachakuti* en 1993. Néanmoins les *cocaleros* sont déçus par ces alliances dans lesquelles ils sont instrumentalisés et ne sont pas considérés comme de véritables alliés. Le mouvement se trouve restreint dans ses capacités d'action mais la présence accrue de *cocaleros* au sein de la CSUTCB va leur permettre de jouer sur deux autres stratégies. Premièrement, la feuille de coca va être présentée comme le symbole de la culture andine et amazonienne, ce qui va permettre de populariser la lutte pour la défense de la coca et de s'allier au mouvement indigène des basses terres. Deuxièmement, la participation politique individuelle est promue. En 1994, un instrument politique est finalement mis en place. Il s'agit de l'*Asemblea por la Soberania de los Pueblos* (Assemblée pour la souveraineté des peuples, ASP), à laquelle participe Evo Morales.⁵⁵ L'ASP rejoint à nouveau l'IU pour les élections de 1997 car la Cour nationale électorale refuse de lui accorder la personnalité juridique. Evo Morales est alors élu député à la Chambre où il dénonce la militarisation du conflit et les massacres commis au Chapare. Il en sera par la suite exclu car le Parlement le tiendra pour responsable de la mort de quatre militaires et d'un policier lors d'un affrontement avec les *cocaleros*. Cette destitution lui sera finalement favorable car elle représentera la discrimination envers les populations indigènes commises par les « oligarchies de toujours ».⁵⁶ En 1998, les

⁵³ *Loi n°1008 sur le régime de la coca et des substances contrôlées*, 19 juin 1988.

⁵⁴ DO ALTO Hervé, STEFANONI Pablo, *Op. cit.*, p. 54.

⁵⁵ DO ALTO Hervé, "Le MAS-IPSP d'Evo Morales, à la croisée des politiques institutionnelle et contestataire", *Op. cit.*, p.96.

⁵⁶ DO ALTO Hervé, STEFANONI Pablo, *Op. cit.*, p. 52.

rivalités existantes entre Evo Morales et Alejo Veliz divisent les membres de l'ASP. Les partisans d'Evo Morales créent alors l'*Instrumento Politico por la Soberania de los Pueblos* (Instrument politique pour la souveraineté des peuples, IPSP).⁵⁷

En 1999, à la veille des élections municipales, Evo Morales s'arrange avec le président du MAS pour reprendre le sigle du parti, qui bénéficie de la reconnaissance de la Cour nationale électorale, et ainsi créer le MAS-IPSP, communément appelé MAS, dont il devient le président.⁵⁸ Le MAS est donc, au départ, un petit parti, limité à la défense des *cocaleros* dans la région du Chapare. Il prend toutefois rapidement de l'ampleur et apparaît, lors des élections présidentielles de 2002, comme un parti regroupant de nombreuses organisations indigènes et paysannes, la plupart des organisations du mouvement *cocalero*, des intellectuels de gauche, et de plus en plus de personnes provenant des classes urbaines moyennes.⁵⁹ Les résultats électoraux sont d'ailleurs surprenants, le MAS récolte 20,94% des suffrages. Bien que ce soit Gonzalo Sánchez de Lozada qui accède pour la deuxième fois à la présidence, la percée inattendue du MAS lui permet d'obtenir vingt-sept députés (sur cent-trente-six) et huit sénateurs (sur vingt-sept). Cette année-là, trente-trois des cent-soixante-trois membres du Congrès s'attribuent une identité indigène ou paysanne ce qui marque la réapparition des représentants indigènes et paysans dans les hautes sphères politiques nationales.⁶⁰

Cette percée s'explique, d'une part, par la « conscientisation politique croissante » des groupes impliqués dans les mobilisations sociales et les luttes pour le pouvoir local⁶¹ et, d'autre part, par le discours du MAS, centré sur la revendication du respect de la souveraineté nationale. Le MAS soutient que l'élite politique trahi la patrie en se soumettant aux Etats-Unis, notamment par l'adhésion au néolibéralisme et par les politiques d'éradication de la coca. Ce discours, en s'opposant aux élites

⁵⁷ ROLLAND Denis, *Op. Cit.*, p. 45.

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ LACROIX Laurent, *Op.cit.*, p. 253.

⁶⁰ Ibid., p. 254.

⁶¹ Ibid., p. 255.

néolibérales, rénove la figure du peuple, en instituant les indigènes comme « groupe social patriote ».⁶²

8. Les mouvements sociaux de 2000 à 2003 : la crise du modèle néolibéral

De 2000 à 2003, la Bolivie connaît un cycle de contestations sociales qui remettent en cause le modèle de développement économique néolibéral qui prévalait depuis 1985.⁶³

Ce cycle de contestations débute avec le « Guerre de l'eau » qui se déroule en 2000 à Cochabamba et ses alentours. Cette guerre de l'eau trouve ses origines en 1999 lorsque la Loi 2029 sur l'eau potable et l'assainissement donne à l'entreprise privée *Aguas del Tunari* la concession de la gestion de l'eau dans le département de Cochabamba. La privatisation de l'eau entraîne l'augmentation des tarifs de l'eau potable. En réaction à cela, la *Coordinadora del agua*, une coalition de consommateurs, syndicats et associations paysannes, organise des manifestations à partir de janvier 2000 auxquelles participent des paysans, des ouvriers, des habitants de la ville, des étudiants, etc. En avril, les manifestants bloquent les routes, ils sont durement réprimés par la police. De nombreux secteurs se joignent alors au mouvement et les blocages se généralisent à l'ensemble du pays. La guerre de l'eau devient un enjeu national car elle devient le moyen de contester l'orientation des politiques économiques du gouvernement. Le 8 avril, le président Hugo Banzer déclare l'état de siège, mais les manifestations continuent de plus belle, si bien que, le 11 avril, le Parlement se voit contraint de modifier la loi 2029 et de donner raison aux manifestants.⁶⁴

En septembre 2000, l'épicentre du conflit se déplace vers l'Altiplano et le Chapare où de nouvelles manifestations et blocages, dirigées par Felipe Quispe dans

⁶² DO ALTO Hervé, « Le MAS-SPSP d'Evo Morales, à la croisée des politiques institutionnelle et contestataire », *Op., cit.*, p. 100.

⁶³ ALBO Xavier, « La marche vers le pouvoir indigène, Equateur, Pérou, Bolivie », *Revue Projet*, 2012, n° 318, p. 63.

⁶⁴ CASÉN Cécile, « Les mouvements sociaux : de la guerre de l'eau à la guerre du gaz », (chap. 11) dans ROLLAND Denis et CHASSIN Joëlle (coord.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris : l'Harmattan, 2007, p. 222.

l'Altiplano et par Evo Morales dans le Chapare, paralysent le pays. Ce mois est communément appelé « septembre noir ».⁶⁵ Après une série de mesures répressives, le gouvernement s'engage finalement dans un dialogue avec chacun des secteurs. Il en ressort un ensemble d'accords, matérialisés dans treize décrets et deux résolutions ministérielles.⁶⁶ Mais les conflits n'en sont pas pour autant réglés et en 2001, les protestations reprennent avec comme principales revendications la modification de la loi sur l'eau et de la loi INRA, la reprise du contrôle de *Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos* (la compagnie pétrolière et gazière bolivienne qui avait été privatisée partiellement suite à la loi de capitalisation du gouvernement de Gonzalo Sanchez de Lozada), la non privatisation de l'éducation, la lutte contre la corruption et la démilitarisation des régions *cocaleras*. En effet, le gouvernement d'Hugo Banzer, sous la pression des Etats-Unis, s'était lancé avec le slogan « *coca cero* » (coca zéro) au renforcement des politiques d'éradication de la coca. Felipe Quispe et Evo Morales, bien que toujours rivaux, se soutiennent toutefois dans la dénonciation du gouvernement qui en sort affaibli mais tient néanmoins jusqu'aux élections de 2002, remportées par Gonzalo Sánchez de Lozada.⁶⁷

Durant les premiers mois de l'année 2003, le pays est à nouveau secoué par des manifestations menées par différents secteurs (retraités, syndicats, mineurs, paysans, etc.). En février, Gonzalo Sánchez de Lozada annonce un projet de loi prévoyant un impôt sur le salaire des fonctionnaires. Cette annonce provoque la mutinerie de plusieurs unités de police. Le gouvernement fait alors appel à l'armée et La Paz est plongée pendant deux jours dans un chaos total, les affrontements faisant une trentaine de blessés et plus de 200 morts.⁶⁸ L'*Estado Mayor del Pueblo* (Etat-Major du Peuple, EMP), qui avait été créé pour coordonner les différentes contestations, réclame ensuite la démission des gouvernants, la récupération des entreprises ayant fait l'objet de la loi de capitalisation, et le laisser en suspens de la question de la coca. L'EMP désire également lutter contre l'Accord de Libre Echange des

⁶⁵ ARCE Moisés, RICE Roberta, « Societal protest in post-stabilization Bolivia », *Latin American Research Review*, 2009, vol. XLIV, n° 1, p. 92

⁶⁶ CASEN Cécile, « Les mouvements sociaux : de la guerre de l'eau à la guerre du gaz », *Op. cit.*, p. 226.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 227.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 229.

Amériques et rendre les conditions de vente et d'exportation du gaz bolivien plus strictes.⁶⁹

Il n'en est rien. La période de mobilisations sociales atteint son apogée en octobre 2003 avec la « Guerre du gaz » à la Paz causée par le projet du gouvernement d'exporter du gaz vers le Chili pour le vendre, notamment aux Etats-Unis. Durant la première quinzaine du mois d'octobre, les mobilisations qui s'étendent à tout le pays dénoncent l'entente entre l'Etat et les multinationales qui ne profitent qu'à l'élite politique. Le 17 octobre 2005, Gonzalo Sánchez de Lozada est forcé de démissionner et de fuir le pays.⁷⁰

Il faut noter que l'agitation sociale qui marque la période allant de 2000 à 2003 n'est pas le résultat d'un mouvement social mais plutôt de la mobilisation de divers secteurs, plus ou moins solidaires entre eux.⁷¹ Néanmoins ces mobilisations reflètent l'échec des gouvernements à prendre en compte les intérêts de la population et à résoudre de manière pacifique les tensions. Les événements qui ont jalonné ces trois années ont permis l'émergence d'un discours à la fois nationaliste, ethnique et de rupture avec le néolibéralisme qui semble cohérent et attirant pour de nombreux secteurs. C'est donc ce contexte particulier qui permet d'expliquer, en partie, le succès du MAS aux élections de 2002 et de 2005.⁷²

Gonzalo Sanchez de Lozada est remplacé par le vice-président, Carlos Mesa. Ce dernier doit faire face à une nouvelle crise en 2005 suite à l'adoption d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures. Carlos Mesa renonce au pouvoir et des élections présidentielles et législatives anticipées sont organisées. Evo Morales en ressort victorieux en obtenant 53,7% des votes.⁷³

⁶⁹ Ibid., p. 230.

⁷⁰ ARCE Moisés, RICE Roberta, *Op. cit.*, p. 92.

⁷¹ CASÉN Cécile, « Les mouvements sociaux : de la guerre de l'eau à la guerre du gaz », *Op. cit.*, p. 220.

⁷² ARCE Moisés, RICE Roberta, *Op. cit.*, p. 92.

⁷³ LAVAUD Jean-Pierre, BABY-COLLIN Virginie, BERNARD Jean-Pierre, "Bolivie", in Encyclopédia Universalis, [en ligne], <http://www.universalis-edu.com.proxy.bib.ucl.ac.be:8888/encyclopedie/bolivie/>, consulté le 10 juillet 2017.

Chapitre 3. Evo Morales et le MAS au pouvoir

L'investiture d'Evo Morales le 22 janvier 2006 constitue un événement inédit dans l'histoire de la Bolivie. En effet, il s'agit du premier indigène à accéder à la présidence du pays. Ce changement est d'ailleurs symbolisé par une cérémonie d'investiture symbolique qui réunit des milliers de *mallkus* à Tiwanaku, la veille de l'investiture officielle au congrès. De plus, c'est la première fois depuis le retour à la démocratie qu'un président se fait élire par majorité absolue, preuve d'un consensus large au sein de la population et marquant la fin de la "démocratie de pacte" dans laquelle un compromis entre partis politiques était indispensable pour accéder au pouvoir.⁷⁴ Il est réélu en 2009 pour un second mandat et bien que sa popularité ait diminué notamment dans les villes il remporte une troisième fois les élections en 2015.

Dans ce chapitre, nous étudierons, sans entrer dans les détails, les changements opérés par le gouvernement d'Evo Morales au niveau politique et économique au cours des différents mandats ainsi que les événements qui les ont marqués.

1. Entre socialisme, indigénisme et nationalisme

D'un point de vue régional, la Bolivie semble rejoindre le « virage à gauche » latino-américain entamé en 1999 avec l'élection de Hugo Chavez au Venezuela. Mais ce « virage à gauche » semble être opéré par une « nouvelle » gauche, indépendante de la gauche traditionnelle.⁷⁵ Rappelons que le MAS est composé d'une série de syndicats, mouvements sociaux, intellectuels, et acteurs urbains ayant des orientations et des positions parfois fort distinctes et difficiles à coordonner. Si ces différentes orientations ont réussi à cohabiter au sein du MAS c'est parce qu'elles partagent une base commune, le nationalisme, mais aussi et surtout parce qu'elles sont placées sous le leadership d'Evo Morales.⁷⁶ En conséquence, le discours du

⁷⁴ CARDOZO René, "Evo Morales en Bolivie", *Etudes*, 2009, Tome 411, p. 21.

⁷⁵ POLET François, "La Bolivie d'Evo, démocratique, indianiste et socialiste ?", *Alternative Sud*, 2009, Vol. XVI, n°3, p. 12.

⁷⁶ LASERNA Roberto, "Mire, la democracia boliviana, en los hechos...", *Latin American Research Review*, 2010, Vol. XLV, Special issue: Living in actually existing democracies, p.40.

MAS, bien que clairement de gauche, est un discours qui mélange socialisme, indigénisme et nationalisme révolutionnaire.⁷⁷

Dans son programme électoral, les deux promesses principales du MAS, pour lesquelles il a en grande partie été élu en 2005, étaient la réappropriation des ressources naturelles et la refondation de la nation. Le nouveau gouvernement désirait décoloniser le pouvoir en éliminant ceux qui servaient les intérêts étrangers et renationaliser l'économie. La nationalisation des ressources naturelles représentait, en plus d'un enjeu économique majeur, la victoire des défenseurs de la nation contre les forces étrangères liées aux élites économiques locales.⁷⁸ Cette « décolonisation » passait également par la valorisation de l'identité indigène, si bien que c'est une véritable « ethnicisation » des hautes sphères politiques qui a eu lieu dans les premières années du gouvernement d'Evo Morales.⁷⁹ Enfin, la refondation de la nation proposait d'intégrer ceux qui lors de l'indépendance de la Bolivie en avait été exclus, à savoir les populations indigènes, et passait inévitablement par l'élaboration d'une nouvelle Constitution.⁸⁰

2. Un nouveau modèle politique

Le nouveau modèle politique de la Bolivie s'appuie sur la nouvelle Constitution politique de l'Etat, entrée en vigueur le 9 février 2009 après avoir été soumise à un référendum en janvier 2009. Elle est le fruit d'un long processus censé « unir tous les boliviens et respecter les diversités »⁸¹ mais qui a malheureusement pris la forme d'une lutte entre la majorité et l'opposition et révélé de nouvelles divisions au sein du pays. En effet, les élites conservatrices des départements de l'Orient, organisés en comités civiques, vont adopter une stratégie d'opposition en revendiquant l'autonomie départementale et vont ainsi freiner le processus constituant. Les erreurs stratégiques du gouvernement vont radicaliser les positions

⁷⁷ DO ALTO Hervé, STEFANONI Pablo, *Op. cit.*, p. 64.

⁷⁸ Ibid., p. 67.

⁷⁹ Ibid., p. 66.

⁸⁰ Ibid., p. 68.

⁸¹ Discours d'Evo Morales Aima lors de son investiture comme président constitutionnel de la République.

de l'opposition et donner lieu à diverses crises tout au long de l'année 2006 et de l'année 2007, paralysant le système politique bolivien.⁸² Ces difficultés ont également mis en lumière les divisions internes du MAS dont le principal problème était l'absence d'une ligne politique claire. En conséquence, le texte constitutionnel qui a finalement vu le jour s'est avéré être en deçà des espérances car il n'a pas réussi à rallier l'ensemble des boliviens dans un consensus national et présente finalement quelques incohérences.⁸³ Cette nouvelle Constitution va néanmoins établir un « pacte de coexistence entre tous les Boliviens et un projet de société et d'Etat pour les générations à venir »⁸⁴, s'inscrivant dans la continuité constitutionnelle latino-américaine puisque, en plus d'être un instrument juridique d'organisation et de dévolution des pouvoirs, elle va instaurer un véritable programme de société, qui s'avérera toutefois parfois difficile à mettre en œuvre.⁸⁵

Dans les grandes lignes, la Constitution bolivienne réinstaure un Etat régulateur voire interventionniste dans plusieurs domaines, elle inaugure de nouveaux principes tel que le *vivir bien*, elle reconnaît une nouvelle génération de droits environnementaux et autochtones, elle réorganise le territoire et établit une économie plurielle constituée de diverses formes d'organisation économique (communautaire, étatique, privée et coopérative).⁸⁶

3. Les changements économiques

Sur le plan économique, le gouvernement d'Evo Morales tend à être étatiste. Le programme économique réside dans la nationalisation et l'industrialisation des secteurs stratégiques (ressources naturelles et services publics).⁸⁷ Dès le mois de mai 2006, le gouvernement entreprend la nationalisation des hydrocarbures mais cette

⁸² POLET François, *Op. cit.*, p. 19.

⁸³ ZALLES Alberto, "Ecueils et déboires de la nouvelle Constitution bolivienne", », *Alternatives sud*, 2009, Vol. XVI, p. 97.

⁸⁴ Préambule de la Constitution politique de l'Etat plurinational de Bolivie.

⁸⁵ SOUTY Vincent, « La nouvelle « Constitution politique de l'Etat » bolivienne », *Revue française de droit constitutionnel*, 2011, n° 85, p. 204.

⁸⁶ LACROIX Laurent, LE GOUILL Claude, « La Bolivie à l'heure du troisième mandat d'Evo Morales », *Outre-terre*, 2015, n° 43, p. 305.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 307.

« nationalisation » sera source de nombreuses critiques car il s'agit en réalité d'une renégociation des contrats avec les multinationales et d'une réforme du régime fiscal qui n'a pas réellement fait diminuer l'influence de ces entreprises sur la politique gouvernementale.⁸⁸ Cet évènement illustre d'ailleurs clairement la tension entre « radicalité théorique » et « modération des actes » propre au gouvernement d'Evo Morales et témoigne de la difficulté de faire suivre le discours de rupture par des transformations concrètes.⁸⁹ La nationalisation des hydrocarbures a toutefois permis de libérer une manne financière utilisée pour financer diverses politiques sociales telles que la *renta dignidad* (une retraite pour toutes les personnes de plus de soixante ans), le *bono Juancito Pinto* (une allocation pour les enfants allant à l'école), le programme *Juana Azurduy* (une allocation pour les femmes enceintes et jeunes mères), etc.⁹⁰ Cette logique d'Etat rentier et de redistribution des richesses a été critiqué par la droite comme par la gauche mais quoi qu'il en soit, la Bolivie a connu, de 2006 à 2014, une augmentation du PIB et bien que celui-ci ait diminué depuis 2015, les statistiques économiques sont restées positives avec une augmentation du revenu par habitant, la stabilisation monétaire, une baisse du chômage en milieu urbain, et une baisse considérable des différents niveaux de pauvreté.⁹¹

Toutefois, l'enjeu fondamental pour l'économie bolivienne est la diversification économique car son économie repose essentiellement sur l'exportation de matières premières brutes créant ainsi une dépendance à l'égard de la demande internationale.⁹² Cette préoccupation est au cœur du « capitalisme andin-amazonien » développé par le vice-président, Alvaro García Linera qui le définit ainsi: « un régime capitaliste au sein duquel les potentialités familiales, indigènes et paysannes, sont équilibrées et articulées autour d'un projet de développement national et de modernisation productive ». Il s'agit donc de reconnaître la pluralité du système productif et de donner à l'Etat la responsabilité d'articuler les différentes

⁸⁸ Ibid., p. 309.

⁸⁹ DO ALTO Hervé, STEFANONI Pablo, *Op. cit.*, p. 98.

⁹⁰ POLET François, *Op. cit.*, p. 16.

⁹¹ POSTERO Nancy, *The indigenous State. Race, politics, and performance in plurinational Bolivia*, Oakland: University of California Press, 2017, p. 99.

⁹² DO ALTO Hervé, STEFANONI Pablo, *Op. cit.*, p. 99.

plateformes productives. En bref, les grandes entreprises produisent l'excédent économique qui est utilisé pour la promotion et le financement de l'activité des petites et moyennes entreprises, et des organisations économiques communautaires paysannes et/ou indigènes.⁹³ C'est dans cette idée que neuf entreprises nationales ont vu le jour entre 2009 et 2010 mais le manque de personnel qualifié ainsi que les compétences fragiles du gouvernement en matière de gestion freinent l'industrialisation du pays.⁹⁴

4. Défis futurs

Bien qu'Evo Morales ait remporté les élections générales de 2014, son soutien populaire est en baisse, notamment dans les villes et les élections municipales et départementales de 2015 ont confirmé cette tendance puisqu'elles ont fait perdre au MAS un département ainsi que les mairies stratégiques de Cochabamba et El Alto. L'opposition, incarnée lors du premier mandat d'Evo Morales par les dirigeants des départements en faveur de l'autonomie départementale, désapprouve désormais totalement les politiques gouvernementales. De plus, une nouvelle contestation autochtone a émergé à la suite de divers conflits socio-environnementaux (voir *infra*).⁹⁵

Si le MAS désire continuer le processus de changement mis en place depuis 2006, il devra relever certains défis dont le principal sera de dépasser les contradictions que traverse la politique gouvernementale. Il faudra donc trouver le moyen d'articuler le centralisme étatique avec le régime d'autonomie, et gérer la tension entre le discours souverainiste et la nécessité d'investisseurs pour valoriser les richesses naturelles du pays.⁹⁶

⁹³ LANDIVAR Diego, RAMILLEN Emilie, *Op. cit.*, p. 108.

⁹⁴ LACROIX Laurent, LE GOUILL Claude, *Op. cit.*, p. 309.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 311.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 323.

Deuxième partie. Le *vivir bien* en Bolivie

Chapitre 1. Le *vivir bien*

Une des nouveautés introduites par le gouvernement d'Evo Morales est l'introduction du *vivir bien* dans la Constitution ainsi que dans les discours politiques. Mais qu'est-ce qu'est le *vivir bien* ? D'où vient-il ? Comment se définit-il ? Après avoir fait un détour par les origines du *vivir bien*, ce chapitre étudiera le discours contemporain du *vivir bien* en passant par le contexte de son émergence et ses caractéristiques principales.

1. Les Origines du *vivir bien*

La Constitution bolivienne fait référence au *vivir bien* (vivre bien) comme une traduction du terme aymara « *suma qamaña* ». ⁹⁷ Néanmoins, cette traduction est réductrice et ne permet pas de saisir la richesse sémantique du terme aymara. Pour rendre compte de manière plus fiable l'essence du terme aymara, il est important de revenir à son étymologie ainsi qu'au contexte qui lui donne son sens, c'est à dire la cosmovision andine.

1.1. Etymologie

Le terme « *suma qamaña* » peut être décomposé en deux : *suma* et *qamaña*.

Qamaña signifie « habiter », « vivre ». Ce terme ne se limite cependant pas à la simple idée d'être vivant par opposition à être mort. Il existe un autre mot, *jakaña* qui désigne le simple fait de vivre. La langue aymara est une langue agglutinante. *Qamaña* trouve donc sa racine dans *qama*, qui prend des sens différents en fonction du suffixe qui lui est ajouté, dans ce cas *-ña* qui lui donne sa forme verbale à l'infinitif. Ainsi *qamasiña* signifie « vivre avec quelqu'un » ; *qamawi* signifie « la réunion de personnes » ; *qamasa* signifie « l'audace, le courage » et est utilisé pour parler d'un endroit rempli d'énergie, par extension il désigne l'énergie vitale ; *qamiri*

⁹⁷ Article 8 de la Constitution Politique de l'Etat Plurinational de Bolivie.

désigne les riches mais son sens original serait la personne qui a assez pour pouvoir partager avec les autres. Toutes ces utilisations de *qama* donnent une idée plus précise du sens véritable de *qamaña* qui est donc plus proche de l'idée de « vivre ensemble ». ⁹⁸

Suma se traduit par « beau, magnifique, agréable, aimable, précieux, excellent, parfait, achevé ». Il acquiert donc un sens de plénitude, inexistant dans le mot « bien ». Le rejet du mot « mieux » pour traduire le mot *suma* vient du fait que « vivre mieux » sous-entend qu'un individu ou un groupe d'individu vive mieux que les autres, or, l'idée inhérente du *suma qamaña* est que l'ensemble des individus vivent bien sans que cela se fasse au dépend des autres. ⁹⁹

Au vu de ces origines étymologiques, une traduction plus fidèle de *suma qamaña* serait donc « vivre ensemble en plénitude ».

1.2. Le vivre bien dans la cosmovision andine

Un détour par l'étymologie nous permet de mieux comprendre le champ sémantique que recouvre l'expression « *suma qamaña* » mais il est également nécessaire de saisir le sens qu'elle prend dans le contexte particulier de la cosmovision andine.

Dans les cultures andines précoloniales, la vie communautaire est conçue comme une relation harmonieuse entre toutes les formes d'existence. Cette conception de la vie n'est pas spécifique à la culture aymara. Tous les peuples indigènes d'Amérique, malgré leurs identités spécifiques, partagent une essence commune basée sur la conception de la vie communautaire non seulement comme une relation sociale mais comme une relation de vie. Il existe d'ailleurs des expressions similaires au *suma qamaña* des Aymaras : le *sumak kawsay* chez les Quechuas, le *Ñandereko*, chez les

⁹⁸ ALBO Xavier, "Suma qamaña = convivir bien. ¿Como medirlo?", dans FARAH Ivonne, VASAPOLLO Luciano (coord.), *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?*, La Paz, Plural Editores, 2011, p. 134.

⁹⁹ Ibid., p. 135.

Guaranis, *Küme mogen* chez les mapuches, *Shiir waras* chez les Achuar.¹⁰⁰ La communauté est perçue ici dans un sens large qui inclut l'ensemble des formes d'existence de l'univers, conçu comme un organisme dont les membres sont interdépendants. Cet univers est en réalité perçu comme un "multivers" dans lequel il n'existe pas une seule réalité ou une seule vérité, mais une pluralité de réalités.¹⁰¹ Ces conceptions invitent dès lors au respect de la diversité et implique une relation d'interdépendance, de complémentarité et de réciprocité entre l'être humain et la nature. Cette dernière fait donc l'objet d'un grand respect, en témoigne les appellations qui lui sont données : *Pachamama* (Terre-Mère) chez les Aymaras et les Quechuas, *Madre Selva* (Mère-jungle) chez les peuples indigènes de l'Amazonie, ou encore *Qutamama* (Mère-eau) dans les communautés indigènes vivant sur le lac Titicaca.¹⁰²

Suma qamaña, à partir des cosmovisions des peuples indigènes originaires, c'est donc « savoir vivre en harmonie et en équilibre, en harmonie avec les cycles de la Terre-mère, du cosmos, de la vie et de l'histoire, et en équilibre avec toute forme d'existence ». ¹⁰³

2. Le discours contemporain du *vivir bien*

Le discours contemporain du *vivir bien* est un discours alternatif au discours de développement qui s'inspire directement des principes éthiques des cultures andines ancestrales. Dans les discours politiques, et parfois même académiques, le *vivir bien* et le *suma qamaña* sont parfois utilisés comme des synonymes. Néanmoins, il est important de distinguer le *vivir bien*, comme discours contemporain, du *suma qamaña*, comme principe de la cosmologie andine. En effet, ce n'est qu'en s'émancipant de son « enveloppe cosmologique originelle » que le *vivir*

¹⁰⁰ JIMENEZ Ricardo, *Recovering and valuing other ethical pillars: the concept of Buen Vivir*, Rio de Janeiro : Forum for a new World Governance, 2011, p. 14.

¹⁰¹ HUANACUNI MAMANI Fernando, *Investigación : Buen vivir / Vivir bien, filosofía, políticas, estrategias y experiencias andinas*, Lima : Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas, 2010, p. 24.

¹⁰² HUANACUNI MAMANI Fernando, *Op. cit.*, p. 49.

¹⁰³ Idem.

bien a pu pénétrer la sphère politique et devenir un discours capable d'avoir une résonance au niveau international.¹⁰⁴

2.1. Contexte de l'émergence du *vivir bien*

Le *vivir bien* apparaît au début du XXI^{ème} siècle en Amérique Latine dans un contexte particulier de désenchantement du modèle de développement conventionnel fondé sur « la croissance économique, la libéralisation des marchés et la généralisation du modèle de production et de consommation occidental ».¹⁰⁵

Ce modèle de développement apparaît dans les années 1940 à la suite de la seconde guerre mondiale. Il est formalisé en 1949 dans le discours du président des Etats-Unis, Harry Truman, qui déclare que l'avance scientifique et le progrès industriel des Etats-Unis doivent être mis au service de la croissance des régions sous-développées. A partir de ce moment là, la distinction entre pays développés, globalement les pays occidentaux, et les pays sous-développés s'instaure dans les discours du développement. Les pays sous-développés sont appelés à rattraper leur retard en prenant exemple sur les pays développés pour atteindre le stade final qu'est la société capitaliste. L'Union soviétique fait de même mais propose un autre but à atteindre, la société communiste exempte de classes.¹⁰⁶ Certains pays sous-développés tentent alors de se soustraire aux influences étatsuniennes et soviétiques en se déclarant pays du tiers monde. Néanmoins, la plupart de ces pays vont rester sous le contrôle des deux puissances. Survient alors la crise de la dette du tiers monde dans les années 1980. Les pays qui sont dans l'incapacité de rembourser leurs dettes se retrouvent contraint de contracter l'aide du FMI et de la Banque Mondiale en échange de la mise en place des programmes d'ajustements structurels dont les diverses mesures néolibérales forment le "consensus de Washington". Cependant, ces programmes, loin de sortir les pays de la crise, les plongent dans un cercle vicieux qui exacerbe les

¹⁰⁴ VANHULST Julien, BELING Adrian, "*Buen vivir* et développement durable: rupture ou continuité?", *Ecologie et politique*, 2013, n°46, p. 44.

¹⁰⁵ ZACHARIE Arnaud, "Introduction: les relations nord-sud dans un monde multipolaire", dans ZACHARIE Arnaud, *Refonder les politiques de développement*, Lormont: 2010, Editions Le Bord de l'Eau, p. 5.

¹⁰⁶ Ibid., p. 7.

inégalités et la pauvreté et fait chuter les indicateurs économiques et sociaux.¹⁰⁷ L'effondrement de l'Union Soviétique au début des années 1990 marque la défaite du modèle communiste et le modèle capitaliste s'impose comme modèle universel. La planète est cependant secouée à l'aube du XXI^{ème} siècle par des crises financière, économique, sociale, alimentaire et climatique globales qui ont des conséquences désastreuses notamment dans les pays en développement.¹⁰⁸

La Bolivie, comme nous l'avons vu dans la première partie, connaît la situation que nous venons de présenter. Le retour à la démocratie dans les années 1980 s'accompagne d'une orientation néolibérale qui se prolonge tout au long des années 1990. Face à cette orientation, de nombreux secteurs s'organisent et de nombreux mouvements se forment dans les différentes régions de Bolivie. Force est de constater que le socle de ces différents mouvements est la mobilisation des populations indigènes et paysannes. A titre d'exemple, la guerre de l'eau en 2000 ne fut un succès que parce que les diverses organisations paysannes ont soutenu les citoyens de Cochabamba.¹⁰⁹ De plus, la valorisation de l'identité et des valeurs indigènes entamée par le mouvement katariste dans les années 1970 a porté ses fruits et au début des années 2000, les indigènes apparaissent comme les acteurs incontournables sur la scène contestataire.

C'est dans ce contexte de désenchantement global du modèle de développement capitaliste et de valorisation de l'identité indigène qu'émerge le discours du *vivir bien* à la fois comme critique du développement et comme alternative à celui-ci.

2.2. Principes du *vivir bien*

Le *vivir bien* est un discours en construction qui ne connaît pas de définition stricte. Néanmoins, il se construit à travers une double dynamique : la critique du

¹⁰⁷ Ibid., p. 10.

¹⁰⁸ Ibid., p. 5.

¹⁰⁹ PUENTE Rafael, ""*Vivir bien*" y descolonizacion", dans FARAH Ivonne, VASAPOLLO Luciano (coord.), *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?*, La Paz, Plural Editores, 2011, p. 357.

développement dans un premier temps et la proposition d'une alternative au développement dans un second temps.¹¹⁰

2.2.1. Une critique radicale du développement

Le *vivir bien* émerge en réaction au développement conventionnel. Partant du constat que ce dernier a provoqué de nombreux dommages sociaux et environnementaux et que son efficacité économique est mitigée, le *vivir bien* le considère comme indésirable.¹¹¹ Le *vivir bien* repose donc sur une critique radicale du développement. Une critique qui s'attaque à la base conceptuelle, idéologique et culturelle du développement, à ses applications, aux institutions qui l'encadrent, et aux différents discours qui le légitiment.¹¹² Cette critique radicale n'est pas l'exclusivité de l'Amérique latine, différents questionnements post-développementalistes telle que l'approche de la décroissance, développée principalement en Europe, rejettent également le développement.¹¹³

2.2.2. Une alternative au développement inspirée des savoirs indigènes

Dans un second temps, le *vivir bien* va proposer une alternative au développement qui s'inspire directement des savoirs indigènes particulièrement l'idée d'interdépendance entre l'être humain et la nature, ainsi que l'idée de l'univers comme réalité plurielle.¹¹⁴

L'idée d'interdépendance entre l'être humain et la nature appelle à une relation plus respectueuse de l'environnement. Le *vivir bien* refuse de concevoir la nature comme une marchandise qui peut être achetée, vendue ou privatisée. Il refuse la conception utilitariste selon laquelle les ressources naturelles doivent être exploitées pour créer

¹¹⁰ VANHULST Julien, BELING Adrian, *Op. cit.*, p. 44.

¹¹¹ GUDYNAS Eduardo, "Buen vivir: Today's tomorrow", *Development*, 2011, n°54, p. 442.

¹¹² GUDYNAS Eduardo, ACOSTA Alberto, "La renovacion de la critica al desarrollo y el buen vivir como alternativa", *Utopia y Praxis Latinoamericana*, 2011, n°53, p. 75.

¹¹³ UNCETA Koldo, "Descrecimiento y Buen vivir, Paradigmas convergentes ? Debates sobre el postdesarrollo en Europa y America Latina", *Revista de economia mundial*, 2013, n°35, p. 200.

¹¹⁴ VANHULST Julien, BELING Adrian, *Op. cit.*, p. 47.

de la croissance.¹¹⁵ En affirmant les principes de complémentarité et de réciprocité, le *vivir bien* s'oppose donc à l'individualisme et à l'anthropocentrisme de la modernité occidentale.¹¹⁶ En effet, suivant ce raisonnement, l'être humain ne peut plus être envisagé comme dominant la nature. Le "développement" ne peut se limiter au bien-être des être-humains, et ne peut être guidé par la croissance économique. Il est nécessaire de rechercher l'équilibre écologique et social qui permet aux êtres humains, mais également à l'environnement de connaître l'harmonie et le bien-être.¹¹⁷ De plus le bien-être ne peut se limiter à la consommation matérielle, il doit inclure une dimension spirituelle et sociale qui permette à tout et à tous de se réaliser pleinement. Cette conception du bien-être ne rejette cependant pas la consommation matérielle en bloc. Elle appelle à consommer les biens de manière responsable, en respectant les cycles de la nature.¹¹⁸ L'économie ne doit pas non plus se réduire à la croissance matérielle et ne doit pas régir la vie quotidienne. Le *vivir bien* pense l'économie comme un des aspects de la vie, au même titre que les aspects sociaux, culturels, spirituels, etc. La politique ne peut donc pas se soumettre à l'économie, au contraire, la politique doit se charger de la gestion de l'économie pour que celle-ci soit au service des êtres humains et non pas le contraire.¹¹⁹ En ce point, le *vivir bien* s'oppose complètement au néolibéralisme qui considère que le marché s'autorégule et qu'il convient de ne pas intervenir dans l'économie.

La recherche du bien-être doit être réalisée dans sa dimension collective. Il ne s'agit pas de négliger le bien être individuel mais de comprendre que le bien être d'un individu ou d'un groupe d'individus ne peut pas se faire au détriment des autres ou de l'environnement. D'ailleurs, la détérioration d'un individu, d'un groupe, d'une espèce, de l'environnement implique la détérioration de l'ensemble de la communauté selon les principes de complémentarité et de réciprocité. C'est d'ailleurs là la seule dimension universelle que conçoit le *vivir bien*. Il faut que chaque mesure

¹¹⁵ HUERTAS FUSCALDO Bruna, URQUIDI Vivian, "O buen vivir e os saberes ancestrais frente ao neo-extractivismo do século XXI", *Polis, Revista Latinoamericana*, 2015, n°40, p. 6.

¹¹⁶ *ibid*, p. 9.

¹¹⁷ ESTERMANN Josef, "Crisis civilizatoria y vivir bien, una crítica filosófica del modelo capitalista desde el allin kawsay/suma qamaña andino", *Polis, revista Latinoamericana*, 2012, n°33, p.8.

¹¹⁸ ALBO Xavier, "Suma qamaña = convivir bien", *Op. cit.*, p. 136.

¹¹⁹ ESTERMANN Josef, *Op. cit.*, p. 8.

économique, sociale et politique contribue à l'amélioration de tous les être humains (principe universel), y compris les générations futures, et soit respectueuse de l'environnement.¹²⁰

Un autre apport des savoirs indigènes qui est renouvelé dans le *vivir bien* est l'idée d'une temporalité cyclique. Cette temporalité qui s'oppose à la temporalité linéaire permet de casser le fondement du développement et de la modernité qui est l'idée d'un progrès linéaire et infini.¹²¹ Elle permet également de comprendre que la valorisation de l'identité et des valeurs indigènes ancestrales ne signifie pas un retour en arrière mais permet revisiter le passé pour se projeter dans le futur.¹²²

Finalement, l'idée que l'univers est constitué non pas d'une réalité unique mais de plusieurs réalités invalide l'idée selon laquelle le développement conventionnel et la modernité seraient la destinée universelle. Le développement est perçu comme une imposition culturelle de l'Occident, le *vivir bien* rejette l'idée d'homogénéité culturelle et sociale et propose en contrepartie l'idée d'unité dans la diversité et de respect des différences.¹²³

La déconstruction conceptuelle et culturelle du développement en tant qu'imposition de l'Occident n'implique toutefois pas que les savoirs occidentaux soient systématiquement rejetés. Le *vivir bien* incorpore d'ailleurs certains discours critiques occidentaux tel que le féminisme et l'environnementalisme.¹²⁴

¹²⁰ Idem.

¹²¹ GUDYNAS Eduardo, *Op. cit.*, p. 447.

¹²² HUANACUNI MAMANI Fernando, *Op. cit.*, p. 25.

¹²³ ESTERMANN Josef, *Op. cit.*, p. 8.

¹²⁴ GUDYNAS Eduardo, ACOSTA Alberto, p. 76.

2.3. Un discours pluriel

Le discours du *vivir bien* est utilisé par différents acteurs allant de la sphère académique aux mouvements sociaux, en passant par différents secteurs politiques. Certains auteurs préfèrent dès lors parler des discours du *vivir bien* au pluriel.¹²⁵

En fait, le discours du *vivir bien* peut être considéré comme une combinaison entre des principes de la culture indigène andine, la contribution contemporaine de certains intellectuels, et son incorporation dans la sphère politique.¹²⁶ Mais cette appropriation par différents secteurs pose plusieurs débats qui se développent au sein du *vivir bien* parmi lesquels les débats sur son origine, ses références culturelles, sa relation au développement, son horizon, et les approches qui le sous-tendent.¹²⁷

A partir de ces débats, les différentes appropriations du *vivir bien* peuvent être catégorisés en trois groupes/courants : le courant indigéniste, le courant écologiste et poststructuraliste, et le courant socialiste.¹²⁸

a) Le courant indigéniste

Le courant indigéniste est caractérisé par l'importance donnée à l'autodétermination des peuples indigènes. Il met en avant les éléments spirituels de la cosmovision andine. Au sein de ce courant, les termes *suma qamaña* ou *sumak kawsay* sont préférés à l'utilisation des termes *vivir bien* ou *buen vivir* car ces derniers ont été dépouillés de leur sens originel.¹²⁹ Il inscrit le *vivir bien* dans la continuité de l'histoire des mouvements indigènes. Les communautés indigènes, en s'organisant au niveau national, puis régional, ont pris du poids et sont aujourd'hui des acteurs clés dans les débats sur la modernité. Ce courant revendique la reconnaissance et le respect des différents peuples, cultures et nationalités, le respect

¹²⁵ GUDYNAS Eduardo, ACOSTA Alberto, *Op. cit.*, p. 72.

¹²⁶ VANHULST Julien, "El laberinto de los discursos del Buen vivir: entre *Sumak kawsay* y socialismo del siglo XXI", *Polis, revista Latinoamericana*, 2015, n°40, p. 4.

¹²⁷ HIDALGO CAPITAN Antonio Luis, CUBILLO GUEVARA Ana Patricia, "Seis debates abiertos sobre el *sumak kawsay*", *Iconos*, 2014, n° 48, p. 35.

¹²⁸ VANHULST Julien, *Op. cit.*, p. 4.

¹²⁹ HIDALGO CAPITAN Antonio Luis, CUBILLO GUEVARA Ana Patricia, *Op. cit.*, p. 29.

de la nature et l'autodétermination des peuples.¹³⁰ Les principales critiques qui sont faites à ce courant sont le manque de pragmatisme ainsi qu'une vision trop andino-centrée qui refuse l'intégration d'éléments externes à la cosmologie andine.¹³¹

b) Le courant écologiste et poststructuraliste

Le courant écologiste et poststructuraliste est caractérisé par l'importance donnée au respect de la nature et à la construction participative du *vivir bien*. Ce courant est principalement porté par des intellectuels progressistes liés à l'écologisme et à d'autres mouvements sociaux. Ici, le *vivir bien* se distancie du *suma qamaña* indigène et inclut des apports socialistes, féministes, syndicalistes, mais surtout écologiste. L'idée principale est que la construction et la mise en place du *vivir bien* doit se faire de manière participative. Chaque société est appelée à construire son propre *vivir bien* et chaque *vivir bien* n'a de sens qu'en fonction de la société à laquelle il s'applique.¹³² Ce courant met en avant l'idée de la construction du *vivir bien* dans le dialogue. Le fait que le *vivir bien* ait été intégré dans les Constitutions bolivienne et équatorienne de manières distinctes s'explique par le fait que le dialogue peut créer de nouvelles conceptions du *vivir bien* et que ce dernier peut donc s'adapter à divers contextes.¹³³ Dans son application, le *vivir bien*, bien qu'il comporte un socle permanent, répond donc à des circonstances historiques, sociales et environnementales.¹³⁴

c) Le courant socialiste

Dans le courant socialiste, la gestion politique du *vivir bien* au niveau étatique prévaut sur les questions environnementales, culturelles et identitaires. Le *vivir bien* est ici lié au socialisme du XXI^{ème} siècle, il est d'ailleurs question de "socialisme du *vivir bien*". Le *vivir bien* doit donc être complété par des apports de la pensée néo-marxiste. Son principal représentant en Bolivie est le vice-président Alvaro Garcia

¹³⁰ VANHULST Julien, *Op. cit.*, p. 6.

¹³¹ HIDALGO CAPITAN Antonio Luis, CUBILLO GUEVARA Ana Patricia, *Op. cit.*, p. 29.

¹³² *Ibid.*, p. 28.

¹³³ VANHULST Julien, BELING Adrian, *Op. cit.*, p. 50.

¹³⁴ GUDYNAS Eduardo, ACOSTA Alberto, *Op. cit.*, p. 79.

Linera qui est d'ailleurs à l'origine de l'idée de capitalisme andin-amazonien qui repose essentiellement sur l'exploitation des hydrocarbures. Le manque de sensibilité aux questions environnementales et sociales est durement critiquée par les défenseurs des deux courants précédents.¹³⁵

Dans la pratique, ces catégories sont plus floues et elles interagissent entre-elles. Le *vivir bien* s'inspire des principes indigènes mais les mouvements indigènes utilisent la forme contemporaine du *vivir bien* pour que leurs revendications aient une portée nationale, régionale et même internationale. De la même manière, la pénétration du *vivir bien* dans la sphère politique alimente les débats dans la sphère académique et ces débats façonnent en retour la conception du *vivir bien* dans les politiques publiques.¹³⁶ Il ne s'agit donc pas de catégories imperméables. Néanmoins, elles permettent de comprendre le *vivir bien* comme un discours en construction composé d'un éventail large de courants, postures, tendances différentes. Ces différentes catégories partagent toutefois quatre éléments clés qui constituent la base du *vivir bien*: l'idée d'harmonie avec la nature; la revendication des principes et valeurs des peuples marginalisés; l'Etat comme garant de la satisfaction des nécessités de base, de la justice sociale et de l'égalité; et la démocratie.¹³⁷

La diversité des points de vue au sein du discours du *vivir bien* lui vaut sa principale critique. En effet, l'absence de définition du *vivir bien* le rend ambigu et peu clair. La volonté d'en faire un discours qui puisse être appliqué dans tous les contextes le rend, selon certains auteurs, trop facilement maniable. Il apparaît comme un discours auquel les différents acteurs peuvent donner la connotation qu'ils désirent. L'institutionnalisation rapide du *vivir bien* en Bolivie en est un exemple. En effet l'utilisation massive du *vivir bien* dans la sphère politique semble l'avoir banalisé et vidé de son sens.¹³⁸ Néanmoins, un des principes du *vivir bien* est la

¹³⁵ HIDALGO CAPITAN Antonio Luis, CUBILLO GUEVARA Ana Patricia, *Op. cit.*, p.27.

¹³⁶ VANHULST Julien, *Op. cit.*, p. 15.

¹³⁷ VANHULST Julien, *Op. cit.*, p. 4.

¹³⁸ VIOLA RECASENS Andreu, "Discursos "pachamamistas" versus políticas desarrollistas: el debate sobre el sumak kawsay en los Andes", *Icono*, 2014, n°48, p. 68.

pluralité, et il serait en ce sens contradictoire de donner une "recette" du *vivir bien* universelle.¹³⁹

Finalement, certains théoriciens du courant poststructuraliste proposent, pour sortir de l'impasse entre particularisme et universalisme, de penser le *vivir bien* comme une plateforme de rencontre qui permet le débat politique entre différentes manières de penser le monde mais qui partagent néanmoins certains aspects communs.¹⁴⁰

Chapitre 2. La politisation du *vivir bien*

Le *vivir bien* fait son apparition dans les discours politiques avec l'arrivée du MAS au pouvoir. Comme nous l'avons vu précédemment, le MAS regroupe en son sein divers groupes ayant des positions parfois difficiles à articuler. L'un de ces groupes est de tendance indigéniste et considère que la priorité du gouvernement fraîchement élu est de décoloniser la société bolivienne et de répondre aux revendications du mouvement indigène.¹⁴¹ Dans ce chapitre nous verrons comment le *vivir bien* est parvenu à pénétrer la sphère politique et à devenir une référence centrale dans la nouvelle Constitution bolivienne.

1. L'Assemblée constituante : une demande des mouvements indigènes et populaires

La Constitution politique de l'Etat qui entre en vigueur le 9 février 2009 est le fruit du travail de l'Assemblée constituante, élue au suffrage universel en juillet 2006. La tenue de cette assemblée constituante avait été la demande du mouvement indigène de l'Orient dès 1995 et avait ensuite été portée par la CIDOB. En effet, les actions menées par cette dernière, notamment la première Marche indigène de 1990, avait permis à ses revendications d'avoir un écho dans la politique gouvernementale mais elle considérait qu'il était nécessaire de procéder à des réformes institutionnelles

¹³⁹ GUDYNAS Eduardo, ACOSTA Alberto, *Op. cit.*, p. 80.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 81.

¹⁴¹ LASERNA Roberto, "Mire, la democracia boliviana, en los hechos...", *Latin American Research Review*, 2010, Vol. XLV, Special issue: Living in actually existing democracies, p.40.

totales pour permettre aux populations indigènes et autres populations marginalisées d'être réellement reconnues et respectées.¹⁴² En 2002, la CIDOB organise la quatrième Marche indigène de Santa Cruz à La Paz pour réclamer la convocation d'une Assemblée constituante. Sur le chemin, de nombreuses organisations andines et paysannes se joignent à la marche et l'Assemblée constituante devient une demande centrale.¹⁴³

Les peuples indigènes de l'Orient sont également à l'origine de la formation du *Bloque Oriente* en 2004 qui rassemble pour la première fois les peuples indigènes des basses terres aux paysans d'origine andine ayant migré vers les basses terres. C'est de cette expérience inédite que naît le *Pacto de Unidad* (Pacte d'Unité) en 2005. Ce Pacte reprend le *Bloque Oriente* en y ajoutant la CIDOB, la CSUTCB, le *Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu*¹⁴⁴ (Conseil National des Ayllus et Markas du Qullasuyu, CONAMAQ) et la *Federacion Nacional de Mujeres Campesinas de Bolivia « Bartolina Sisa »*¹⁴⁵ (Fédération Nationale de Femmes Paysannes de Bolivie « Bartolina Sisa », FNMCB-BS).¹⁴⁶ Il regroupe donc différents secteurs ayant des revendications variées mais qui vont toutes converger vers la demande d'une Assemblée constituante en vue d'établir un Etat plurinational.¹⁴⁷ La nécessité de refonder l'Etat et d'en faire un Etat plurinational provient du fait que les populations indigènes ne se reconnaissent pas dans la Constitution alors en vigueur. Elles désirent donc que la Constitution les reconnaisse et reconnaisse également leur

¹⁴² CHAVEZ LEON Marxa Nadia, ""Autonomie indigènes" et "Etat plurinational"", *Alternative Sud, La Bolivie d'Evo: Démocratique, indianiste, et socialiste?*, 2009, vol. XVI, n°3, p. 112.

¹⁴³ PUENTE Rafael, *Op. cit.*, p. 355.

¹⁴⁴ Regroupement de *ayllus* et communautés originaire des départements d'Oruro et Potosi qui se présente comme un gouvernement indigène.

¹⁴⁵ Fédération qui défend les droits fondamentaux des femmes et l'égalité homme-femme. Bartolina Sisa est la femme de Tupac Katari, elle est une figure de la lutte contre l'oppression puisqu'elle lutta aux côtés de son mari pendant la grande rébellion.

¹⁴⁶ PUENTE Rafael, *Op. cit.*, p. 355.

¹⁴⁷ POSTERO Nancy, *The Indigenous State. Race, politics, and performance in plurinational Bolivia*, Oakland: University of California Press, 2017, p. 34.

manière de concevoir le monde et la vie, d'où la volonté d'introduire le *vivir bien* dans le texte constitutionnel.¹⁴⁸

2. La proposition d'un Etat Plurinational

Après avoir été ignorée par les gouvernements successifs, la demande d'une Assemblée constituante est finalement récupérée par le MAS qui en fait une de ses promesses électorales.¹⁴⁹ Evo Morales y fait d'ailleurs référence dès son élection en annonçant lors de son investiture que la demande de refondation du pays à travers la mise en place d'une Assemblée constituante sera l'une des priorités de son mandat.¹⁵⁰ Ainsi, en juillet 2006, l'Assemblée est élue. Elle est composée à 52% de députés du MAS, dont une partie fait également partie du Pacte d'Unité. C'est au sein de cette Assemblée constituante que va se concentrer l'action de la tendance indigéniste du MAS dont David Choquehuanca, ministre des affaires étrangères de janvier 2006 à janvier 2017 et actuel secrétaire général de l'ALBA, représente la figure principale.¹⁵¹ C'est d'ailleurs lui s'est le plus mobilisé pour que le *vivir bien* soit introduit dans la Constitution. Il fait par ailleurs partie du courant indigéniste du *vivir bien*.¹⁵²

Le Pacte d'unité organise alors des débats afin d'élaborer une proposition d'Etat plurinational à présenter à l'Assemblée constituante. Ces débats animés débouchent dans un premier temps sur un texte intitulé « *Propuesta para la Nueva Constitucion Politica del Estado* » (Proposition pour la nouvelle Constitution politique de l'Etat), présenté en août 2006, et dans un second temps sur une version plus élaborée du premier texte intitulé « *Constitucion politica del Estado Boliviano, Propuesta consensuada del Pacto de Unidad* » (Constitution politique de l'Etat bolivien, Proposition consensuelle du Pacte d'Unité), présentée en mai 2007 et structurée sous la forme d'une Constitution. Dans ces textes trois thèmes principaux sont mis en

¹⁴⁸ FERNANDEZ Hugo, "Suma qamaña, vivir bien, el ethos de la nueva Constitucion boliviana", *Revista OBETS*, 2009, n°4, p. 46-47.

¹⁴⁹ Ibid., p. 42.

¹⁵⁰ Discours d'Evo Morales Aima lors de son investiture comme président constitutionnel de la République.

¹⁵¹ LASERNA Roberto, *Op. cit.*, p. 40.

¹⁵² VANHULST Julien, *Op. cit.*, p. 8.

avant : L'autonomie et la décolonisation ; la pluralité au sein de l'unité nationale et un processus décisionnel partagé.¹⁵³

L'idée transversale qui sous-tend ces trois thèmes est l'idée que l'Etat doit être un Etat plurinational. L'idée d'une Bolivie multiculturelle promue depuis les années 1990 ne suffit plus. Les différents peuples indigènes désirent que, en plus de la simple reconnaissance de leur existence, leur souveraineté en tant que nations soit reconnue. L'instauration d'un Etat plurinational doit permettre de rompre avec l'idée de l'Etat-nation libéral dans lequel le peuple bolivien devait être homogénéisé.¹⁵⁴

Dans ce sens, le Pacte propose l'*autonomia indigena originaria y campesina* (autonomie indigène originaire et paysanne, AIOC). Cette autonomie permettrait aux nations indigènes de définir leurs propres systèmes politiques, économiques, juridiques et sociaux ainsi que leur modèle de gouvernement. Cette autonomie est envisagée comme la condition pour enfin permettre la décolonisation.¹⁵⁵ Les structures coloniales qui avaient pensé la nation bolivienne comme homogène doivent maintenant faire place à la pluralité sous différentes formes. La Constitution doit reconnaître les différentes nations, peuples et cultures, elle doit également accepter le pluralisme juridique et les différentes formes de gouvernement et de démocratie. Cette pluralité n'implique pas de séparatisme, au contraire, elle doit être pensée au sein de l'unité nationale. Néanmoins cette unité n'est pas donnée, elle doit justement se construire à travers la reconnaissance des différences et l'inclusion des populations qui ont été marginalisées jusqu'alors.¹⁵⁶ Enfin, pour que la pluralité soit respectée, le Pacte propose un modèle de prise de décision participatif. Les AIOCs s'autogouvernent au niveau local et sont intégrés dans la prise de décisions sur les questions nationales particulièrement sur les questions d'exploitation des ressources

¹⁵³ POSTERO Nancy, *Op. cit.*, p. 54.

¹⁵⁴ *Idem.*

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 55.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 56.

naturelles. Les AIOCs doivent donc être consultées et cette consultation a une force contraignante sur les politiques nationales.¹⁵⁷

La proposition du Pacte d'unité introduit également le *vivir bien*. Il est présenté comme un principe de l'Etat plurinational qui lui-même est présenté comme le moyen pour atteindre le *vivir bien*.¹⁵⁸ Les thèmes abordés dans cette proposition sont d'ailleurs étroitement liés aux principes contenus dans le *vivir bien*. Nous retrouvons les idées de pluralité, de respect de l'environnement, de décolonisation des formes de penser le monde et l'Etat, et de réappropriation de l'identité indigène. Cette proposition traduit donc le *vivir bien* en structure étatique et en projet politique qui, en étant appliqués, permettraient de faire avancer la société bolivienne vers l'horizon du *vivir bien*, et permettrait donc à chaque Bolivien et Bolivienne de vivre ensemble en harmonie, dans le respect des différences et de l'environnement.

Chapitre 3. La Constitution Politique de l'Etat

Après de nombreuses luttes au sein de l'Assemblée constituante, notamment entre les différents comités civiques défenseurs d'une autonomie départementale et le Pacte d'Unité, le processus constitutionnel va finalement aboutir sur la Constitution Politique de l'Etat qui apparaît donc comme un compromis entre les différentes formations. Dans ce processus, le MAS s'est efforcé de prendre le rôle de médiateur. Il ne faut pas oublier que, malgré le courant indigéniste que comporte le MAS, celui-ci n'avait pas les mêmes objectifs que le Pacte d'Unité. Sa priorité était l'établissement d'un modèle d'Etat qui lui donnerait les moyens d'appliquer son projet politique et de maintenir son hégémonie.¹⁵⁹ La nouvelle Constitution reprend donc certaines propositions du Pacte d'Unité, dont le *vivir bien*, mais d'autres propositions ont été laminées au sein de l'Assemblée. Dans ce chapitre nous analyserons la place donnée au *vivir bien* dans la Constitution ainsi qu'aux autres propositions du Pacte qui, comme nous l'avons vu, sont en lien avec le *vivir bien*.

¹⁵⁷ Ibid., p. 57.

¹⁵⁸ *Propuesta para la nueva Constitucion politica del Estado*, Sucre: Asamblea nacional de organizaciones indigenas, originaris, campesinas y de colonizadores de Bolivia, août 2006, p. 4-5.

¹⁵⁹ POSTERO Nancy, *Op. cit.*, p. 57 - 58.

1. Le *vivir bien* dans la Constitution

Le *vivir bien* apparaît dans la Constitution de 2009 comme un élément important de la refondation de l'Etat bolivien. Après un court préambule qui revient sur l'histoire de la Bolivie et sur la construction du nouvel Etat, la Constitution expose dans une première partie les bases fondamentales de l'Etat et fait du *vivir bien* l'une des bases éthiques fondamentales de l'Etat dans son article 8.

Article 8.

- I. L'Etat assume et promeut comme principe éthico-moral de la société plurielle : *ama quilla, ama llulla, ama suwa* (ne sois pas paresseux, ne sois pas menteur, ne sois pas voleur), *suma qamaña* (*vivir bien*), *ñandereko* (vie harmonieuse), *teko kavi* (vida buena), *ivi maraei* (terre sans mal) et *qhapaj ñan* (chemin ou vie noble).
- II. L'Etat est fondé sur les valeurs d'unité, d'égalité, d'inclusion, de dignité, de liberté, de solidarité, de réciprocité, de respect, de complémentarité, d'harmonie, de transparence, d'équilibre, d'égalité d'opportunités, d'équité sociale et de genre dans la participation, de bien-être commun, de responsabilité, de justice sociale, de distribution et redistribution des produits et biens sociaux, pour le *vivir bien*.

Plus loin dans le texte constitutionnel, le *vivir bien* est présenté comme le but à atteindre dans le domaine de l'éducation et de l'économie. Ainsi l'article 80 énonce que l'éducation devra être orientée, entre autres, vers "la conservation et la protection de l'environnement, de la biodiversité et du territoire pour le *vivir bien*"¹⁶⁰. En ce qui concerne l'économie, l'article 306 déclare que le modèle économique de la Bolivie est pluriel et a pour but l'amélioration de la qualité de vie et le *vivir bien* de toutes les boliviennes et de tous les boliviens.¹⁶¹ Le *vivir bien* est donc retenu comme forme idéale de la société et doit servir de base à l'économie et aux politiques sociales.¹⁶²

¹⁶⁰ Article 80 de la Constitution politique de l'Etat Plurinational de Bolivie.

¹⁶¹ Article 306 de la Constitution politique de l'Etat Plurinational de Bolivie.

¹⁶² POSTERO Nancy, *Op. cit.*, p. 58.

La Constitution fait à plusieurs reprises référence au *vivir bien* mais n'en donne jamais de définition précise. Le *vivir bien* apparaît dès lors comme étant un horizon à suivre plutôt qu'un concept rigide et statique. Il est, d'une certaine manière la réponse à la question "comment vivre ensemble malgré notre pluralité et nos différences ?".¹⁶³ La Constitution lui donne dès lors une portée plus philosophique que normative en le présentant comme un objectif à atteindre depuis la base locale et communautaire jusqu'au niveau national. Elle invite les boliviens à rechercher en permanence le *vivir bien* et ce dans les différentes dimensions de la vie.¹⁶⁴

2. Transformation des autres propositions du Pacte d'unité.

Si le *vivir bien* est introduit de manière assez fidèle à la proposition qu'avait fait le Pacte d'Unité, il n'en est pas de même pour les autres propositions. Celles-ci ont fait l'objet de transformations qui les ont quelque peu vidées de leur sens et qui fait que la Constitution présente, par endroit, des contradictions.

L'article 2 reprend l'idée d'autonomie présentée dans la proposition du Pacte.

Article 2.

Etant donnée l'existence précoloniale des nations et peuples indigènes originaires paysans et sa domination ancestrale sur ses territoires, leur autodétermination est garantie au sein de l'unité de l'Etat, qui consiste en leur droit à l'autonomie, à l'autogouvernement, à leur culture, à la reconnaissance de leurs institutions, et à la consolidation de leurs entités territoriales, conformément à cette Constitution et à la loi.

Néanmoins, la Constitution et la Loi cadre des autonomies et de la décentralisation de 2010 rend la mise en place d'une telle autonomie difficile et la limite aux municipalités et Territoires indigènes originaires paysans. Si ces deux formes

¹⁶³ ASCARRUNZ Beatriz, "El Vivir Bien como sentido y orientacion de politicas publicas", dans FARAH IYONNE, VASAPOLLO LUCIANO (coord.), *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?*, La Paz, Plural Editores, 2011, p. 425.

¹⁶⁴ BARIE CLETUS GREGOR, «Nuevas narrativas constitucionales en Bolivia y Ecuador : el buen vivir y los derechos de la naturaleza », *Revista de Estudios Latinoamericanos*, 2014, Vol. LIX, p.24

d'entités territoriales désirent obtenir le statut d'AIOC, elles doivent par ailleurs suivre de longues procédures bureaucratiques, et rédiger un statut d'autonomie qui doit être approuvé par un référendum local et avalisé par le Tribunal constitutionnel.¹⁶⁵ Bref, l'idée avancée par le Pacte de faire des AIOC la forme d'organisation politique centrale en Bolivie est rendue impossible par une législation très stricte.

L'idée d'un modèle de prise de décision partagée a également été réduite au droit des nations et peuples indigènes originaires paysannes d'être consultée au sujet de l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables qui se trouveraient sur leur territoire. De plus cette consultation n'est en rien contraignante pour l'Etat.¹⁶⁶

Malgré de nombreuses références à la pluralité de la nation bolivienne, et au respect de cette pluralité, le pouvoir reste par conséquent principalement dévolu à l'Etat central dont la forme reste profondément libérale.¹⁶⁷

3. Entre *vivir bien* et exploitation des ressources naturelles

La centralisation du pouvoir est particulièrement visible dans la gestion de l'exploitation des ressources naturelles. C'est d'ailleurs sur cette thématique que la Constitution présente le plus de contradictions. Nous avons vu que le *vivir bien* est intrinsèquement lié au respect de la nature. La Constitution se positionne dans cette optique en rappelant à plusieurs endroits la nécessité de conserver et protéger l'environnement et la biodiversité. L'article 225 va jusqu'à affirmer que les relations internationales doivent être régies par, entre autres, les principes d'harmonie avec la nature et de défense de la biodiversité. Paradoxalement, la Constitution fait de l'exploitation des ressources naturelles et de leur industrialisation l'un des buts et des

¹⁶⁵ LACROIX Laurent, LE GOUILL Claude, « La Bolivie à l'heure du troisième mandat d'Evo Morales », *Outre-terre*, 2015, n° 43, p. 305.

¹⁶⁶ Article 30 de la Constitution Politique de l'Etat de Bolivie.

¹⁶⁷ POSTERO Nancy, *Op. cit.*, p. 60.

fonctions principales de l'Etat.¹⁶⁸ Voici quelques articles qui illustrent cette contradiction :

Article 311.

II. L'économie plurielle comprend les aspects suivants : (...) l'industrialisation des ressources naturelles pour surmonter la dépendance envers l'exportation des matières premières et arriver à une économie productive, dans le cadre du développement durable, en harmonie avec la nature.

Article 313.

Pour éliminer la pauvreté et l'exclusion sociale et économique, pour la réalisation du *vivir bien* dans ses multiples dimensions, l'organisation économique bolivienne établit les buts suivants : (...) le développement productif industriel des ressources naturelles.

Ainsi, selon la Constitution, le *vivir bien* pourrait être réalisé à travers l'exploitation des ressources naturelles. De plus, la Constitution attribue à l'Etat le rôle de gardien de la nature, de l'environnement et de la biodiversité ainsi que le contrôle exclusif sur la prise de décision concernant les ressources naturelles. L'Etat a donc un rôle dominant et contradictoire dans ce domaine.¹⁶⁹

L'impératif d'industrialiser les ressources naturelles n'est pas facilement compatible avec la responsabilité de protéger la nature et il existe donc, dans la Constitution, un conflit structurel entre ces deux objectifs. La mise en place d'un Tribunal Agroenvironnemental dont la tâche est de résoudre les questions sur l'exploitation des ressources naturelles et les demandes sur les pratiques qui vont à l'encontre du système écologique et de la conservation d'espèces ou d'animaux¹⁷⁰, semble

¹⁶⁸ Article 9 de la Constitution Politique de l'Etat de Bolivie.

¹⁶⁹ BARIE Cletus Gregor, *Op.Cit.*, p.20.

¹⁷⁰ Article 189 de la Constitution politique de l'Etat plurinational de Bolivie.

néanmoins montrer que l'Assemblée constituante était consciente des défis qu'impliquait l'introduction de notions telles que le *vivir bien* dans la Constitution.¹⁷¹

La Constitution n'a donc repris que partiellement les demandes du Pacte d'Unité. Cependant cela ne peut être considéré comme un échec. Le changement radical espéré par le Pacte d'Unité n'a pas eu lieu mais en intégrant le plurinationalisme dans la Constitution, l'Assemblée constituante a introduit de manière irréversible l'idée que l'identité nationale est plurielle. Se sentir bolivien n'est désormais plus incompatible avec le fait de revendiquer son identité indigène.¹⁷²

¹⁷¹ BARIE Cletus Gregor, *Op.Cit.*, p.26.

¹⁷² POSTERO Nancy, *Op. cit.*, p. 62.

Troisième partie. Le *vivir bien* dans le modèle de développement bolivien

Chapitre 1. Le décalage entre le discours "pachamamiste" et le modèle extractiviste.

1. La Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère.

C'est en avril 2010, à Cochabamba, à l'initiative d'Evo Morales, que se déroule la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère. Cette conférence, qui réunit plus de 30 000 personnes et les représentants de 142 pays, avait pour but de répondre à l'échec de la Conférence sur le changement climatique qui s'était déroulée en décembre 2009 à Copenhague.¹⁷³ Le discours d'ouverture d'Evo Morales donna le ton à la Conférence : Le capitalisme est à l'origine de la destruction de la planète. Il y a donc deux chemins qui s'offrent à l'humanité : le chemin du capitalisme ou le chemin de l'harmonie avec la nature et du respect de la vie. Il faut choisir entre le capitalisme ou la Pachamama.¹⁷⁴ Pendant trois jours, dix-sept groupes de travail ont réfléchi à différentes thématiques tels que les droits de la Terre-Mère, les causes du réchauffement climatique, la mise en place d'un fonds d'aide aux pays affectés par le réchauffement climatique etc. Finalement, la Conférence aboutit sur un texte appelé l'« Accord des peuples » qui invite les peuples du monde entier à abandonner le modèle capitaliste pour adopter le *vivir bien* et reconnaître la Terre-Mère comme un être vivant.¹⁷⁵

Cette conférence a renforcé la bonne réputation qu'Evo Morales s'était forgé à l'étranger. Dès le début de son mandat en 2006, Evo Morales s'était affirmé comme représentant de l'émancipation économique, politique et culturelle en Amérique

¹⁷³ POUPEAU Franck, "La Bolivie entre pachamama et modèle extractiviste", *Ecologie & politique*, 2013, n°46, p. 110.

¹⁷⁴ *Conferencia mundial de los pueblos sobre el cambio climatico y los derechos de la Madre Tierra, Discursos y documentos seleccionados*, Cochabamba: Etat plurinational de Bolivie, avril 2010, p. 31.

¹⁷⁵ *Acuerdo de los Pueblos*, Cochabamba: Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère, 22 avril 2010, p. 2.

latine en usant d'un discours riche en symbole. La Bolivie était apparue comme la protectrice des droits des peuples indigènes et de la nature.¹⁷⁶ Evo Morales n'hésite d'ailleurs pas à prendre des positions fortes, dénonçant le système capitaliste comme étant le pire ennemi de l'humanité. Il fait également souvent référence au *vivir bien* comme seule alternative pour contrer les dégâts causés par le capitalisme.¹⁷⁷

Néanmoins, en allant plus loin que les discours engagés et séduisants du Président, les contradictions et les antagonismes entre le discours du *vivir bien* et de la Pachamama et la *realpolitik* développementaliste sautent immédiatement aux yeux. Ces contradictions, présentes également dans la Constitution, se retrouvent dans tous les plans nationaux de développement et témoignent de la manière dont le MAS articule l'indigénéité, le développement et la décolonisation.¹⁷⁸

2. Le Plan National de Développement 2006 - 2011

Le *vivir bien* est exprimé pour la première fois au niveau des politiques publiques dans le *Plan Nacional de Desarrollo 2006-2011* (Plan national de développement 2006-2011 - PND 2006-2011) publié en juin 2006. Ainsi ce PND présente le *vivir bien* comme la « fondation de la nouvelle proposition de développement ».¹⁷⁹ Le *vivir bien* en tant que fondation des politiques publiques doit être compris comme un guide pour les prises de décisions, il doit être le cadre dans lequel se planifie, se mettent en place, et s'évaluent les politiques publiques.¹⁸⁰ Le *vivir bien* n'est donc pas le modèle mais l'horizon vers lequel le nouveau modèle d'Etat doit aspirer.¹⁸¹ Le PND 2006-2011 insiste également sur la nécessité de sortir

¹⁷⁶ LACROIX Laurent, LE GOUILL Claude, « La Bolivie à l'heure du troisième mandat d'Evo Morales », *Outre-terre*, 2015, n° 43, p.321.

¹⁷⁷ POSTERO Nancy, , *The indigenous State. Race, politics, and performance in plurinational Bolivia*, Oakland: University of California Press, 2017, p.92.

¹⁷⁸ Ibid., p. 96.

¹⁷⁹ *Plan Nacional de Desarrollo: "Bolivia digna, soberana, productiva y democratica para vivir bien"*, La Paz: Ministère de la planification du développement, vice-ministère de la planification et coordination, juin 2006., p. 10.

¹⁸⁰ ASCARRUNZ Beatriz, "El Vivir Bien como sentido y orientacion de politicas publicas", dans FARAH Ivonne, VASAPOLLO Luciano (coord.), *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?*, La Paz, Plural Editores, 2011, p. 429.

¹⁸¹ Ibid., p. 431.

du modèle extractiviste basé sur l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles pour construire un modèle de développement intégral et diversifié qui permette l'industrialisation des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables.¹⁸²

Mais comment l'exploitation, l'industrialisation et la commercialisation des ressources naturelles pourrait être compatible avec le *vivir bien* ? Le PND 2006-20011 justifie l'exploitation par la redistribution des excédents qui bénéficieraient, sur le long terme, au développement national. Comme nous l'avons vu, la « nationalisation » des hydrocarbures et des secteurs stratégiques a permis la mise en place de plusieurs politiques sociales qui améliorent la qualité de vie des boliviens et qui permet par ailleurs d'assurer au MAS un large soutien populaire. Bien sûr, ces politiques sociales sont nécessaires pour sortir la Bolivie de sa pauvreté endémique, mais les défenseurs du courant écologiste du *vivir bien* insistent sur le risque d'aboutir à un *vivir bien* qui justifie les impacts environnementaux et sociaux négatifs par la nécessité de redistribuer les excédents. Ce *vivir bien* perdrait alors son essence contestatrice et deviendrait une simple variante sud-américaine des idées classiques d'accumulation et de consommation.¹⁸³ Cette position est également la position du nouveau front contestataire qui émerge suite à de nombreux conflits socio-environnementaux.

3. L'exploitation des ressources naturelles au cœur des politiques de développement

Dès son arrivée au pouvoir, Evo Morales a mis en route le « processus de changement » en commençant par la « nationalisation » des hydrocarbures. Cette nationalisation ainsi que la réappropriation des secteurs stratégiques marquent le retour de l'Etat comme acteur central dans l'organisation économique. Mais ces mesures, associées dans les discours à la décolonisation de la Bolivie, ne l'ont pas fait sortir du modèle primo-exportateur profondément lié au capitalisme global.

¹⁸² *Plan nacional de desarrollo, Op. cit.*, p. 101.

¹⁸³ GUDYNAS Eduardo, "La dimension ecologica del buen vivir: entre el fantasma de la modernidad y el desafio biocentrico", *Revista OBETS*, 2009, n°4, p. 52.

Toutefois, la dépendance aux exportations ferait partie du nouveau modèle économique bolivien mis en place par le vice-président Alvaro García Linera, le capitalisme andin-amazonien, dans lequel l'Etat a un rôle dominant. La rente des exportations permettrait dès lors d'investir dans les petites et moyennes entreprises, et dans les organisations économiques communautaires paysannes et/ou indigènes. A long terme, l'exploitation des ressources naturelles permettraient donc de sortir du modèle primo-exportateur.¹⁸⁴ Cependant, dix ans après la nationalisation des hydrocarbures qui, rappelons-nous, était en réalité une renégociation des contrats et une réforme du régime fiscal, le bilan est tout autre. Les revenus liés à l'exportation des hydrocarbures ont pris une part de plus en plus grande dans le PIB tandis que les revenus liés à l'industrie et l'agriculture n'ont pas cessé de diminuer. Les bénéfices dus à l'exploitation des ressources naturelles ont été investis dans des programmes populaires plutôt que dans la dynamisation de l'économie. La Bolivie importe de plus en plus de biens manufacturés. En dépit du rétablissement du rôle central de l'Etat dans l'économie, elle reste terriblement dépendante des marchés mondiaux. Malgré les améliorations, la Bolivie est loin d'être devenue un pays économiquement stable. Dans cette situation, le gouvernement a incité de nombreuses entreprises transnationales à s'installer en Bolivie, ce qui rend les revendications de souveraineté nationale absurdes.¹⁸⁵ Conclusion, l'exploitation des ressources naturelles continue mais elle est désormais pratiquée par l'Etat qui légitime son action par la redistribution des excédents à la population. Cependant, l'impact social et environnemental reste le même.¹⁸⁶

L'exploitation des ressources naturelles, qui a lieu depuis la colonisation, va de pair avec un coût environnemental considérable, bien connu en Bolivie. En 1996, la rivière Pilcomayo a été contaminée à la suite d'un accident dans une exploitation minière de Potosi. En 2000, des milliers de litres de pétroles avaient été déversés dans la rivière Desaguadero près du lac Titicaca. L'exploitation minière entraîne l'assèchement et la pollution des rivières, ainsi que la contamination de l'air. De plus,

¹⁸⁴ POSTERO Nancy, *Op. cit.*, p. 98.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 101.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 102.

les infrastructures nécessaires à l'exploitation, telles que les routes, impliquent la déforestation et la destruction des écosystèmes. Outre les impacts environnementaux, de nombreux impacts sociaux sont pointés du doigt: destruction des cultures, risques pour la santé, mauvaises conditions de travail, etc.¹⁸⁷ Bien que ces effets collatéraux soient bien connus et malgré la dénonciation de nombreuses organisations indigènes et ONG, le gouvernement bolivien continue à prévoir la mise en place de mégaprojets tel que, par exemple, le projet d'exploitation des champs de lithium dont on estime que la moitié des réserves mondiales se trouvent en Bolivie.¹⁸⁸

Si le modèle primo-exportateur ne peut être entièrement amputé au gouvernement d'Evo Morales, la Bolivie étant depuis des siècles dépendante de ce modèle, il est intéressant de se demander pourquoi et comment le gouvernement en place s'atèle à présenter son modèle de développement comme issu du cadre du *vivir bien*.

Chapitre 3. L'exemple du TIPNIS

L'exemple du Territoire Indigène et Parc National Isiboro Sécure (TIPNIS), est l'exemple le plus éclairant sur les nouvelles contestations qui se sont cristallisées autour des conflits environnementaux. Ces contestations ne remettent pas tant en cause les orientations du gouvernement, qui sont dans l'ensemble guidées par la Constitution, mais contestent la manière dont le gouvernement s'approprie le « processus de changement » et la manière dont il interprète et applique les principes constitutionnels.¹⁸⁹

En 2008, Evo Morales avait signé un accord avec l'entreprise brésilienne de construction OAS et la banque BNDES pour la construction d'une route de plusieurs centaines de kilomètres sur le TIPNIS. Le TIPNIS est une réserve naturelle de 12 000 km² partagée entre les départements du Béni et de Cochabamba, reconnu comme territoire indigène à la suite de la Marche pour le territoire et la dignité de 1990.¹⁹⁰

¹⁸⁷ Ibid., p. 103-104.

¹⁸⁸ Ibid., p. 106.

¹⁸⁹ LACROIX Laurent, LE GOUILL Claude, *Op. cit.*, p. 311.

¹⁹⁰ CALLA Ricardo, "TIPNIS y Amazonia: contradicciones en la agenda ecologica de Bolivia", *European review of Latin American and Caribbean Studies*, 2011, n°91, p. 79.

Alors que la Constitution exige une consultation des populations indigènes préalable si un projet affecte leur territoire, celle-ci n'a tout simplement pas eu lieu. En octobre 2011 l'entreprise brésilienne débute les travaux. C'est alors que les communautés indigènes du TIPNIS décident d'organiser une marche pour contester la construction de cette route.¹⁹¹ Le 15 août 2011, environ cinq cents membres de communautés indigènes se mettent en marche à Trinidad et arrivent deux mois plus tard à La Paz, après avoir marché plus de 500 kilomètres.¹⁹² Cette marche est soutenue par la CIDOB et la CONAMAQ qui avaient été les alliées du MAS durant les élections de 2005 et au début du mandat d'Evo Morales.¹⁹³

Quand les indigènes arrivent à La Paz, la Bolivie et le gouvernement se trouvent divisés entre une aile "développementaliste" et une aile "pachamamiste". L'aile "développementaliste" est représentée par Alvaro García Linera et est soutenue par les communautés interculturelles (communautés composées de Aymaras et Quechuas qui ont migré vers les Basses Terres), les associations de *cocoleros*, la CSUTCB et la CNMCIQB-BS. Elle est en faveur de la construction de la route. L'aile "pachamamiste" est représentée par David Choquehuanca, est soutenue par la CONAMAQ et la CIDOB et se positionne contre la construction de la route.¹⁹⁴

Ce qui est intéressant de remarquer ici c'est les positions adoptées par chacun de ces deux groupes. Le premier groupe est en faveur du projet dans la mesure où la route permettrait le développement de la région. Le deuxième groupe refuse la construction de la route car il considère le TIPNIS comme un territoire auquel on ne peut toucher et ce afin de protéger sa biodiversité et l'équilibre écologique. Dans les deux cas, le *vivir bien* est utilisé pour justifier les positions. Il y a donc d'un côté un groupe pour lequel le *vivir bien* est synonyme de développement et prospérité, tandis

¹⁹¹ ESTERMANN Josef, *Op. cit.*, p. 14.

¹⁹² POUPEAU Franck, *Op.cit.*, p. 115.

¹⁹³ CALLA Ricardo, *Op. cit.*, p. 80.

¹⁹⁴ ESTERMANN Josef, *Op. cit.*, p. 16.

que de l'autre côté, il y a un groupe qui associe au *vivir bien* les concepts d'équilibre écologique et de respect de la nature.¹⁹⁵

Ceci nous ramène aux contradictions entre le discours et la pratique du gouvernement d'Evo Morales. Il semblerait que si au départ, le *vivir bien* a permis d'affronter les politiques néolibérales implantées depuis une vingtaine d'années, il est désormais utilisé pour justifier l'exploitation des ressources naturelles. En liant l'exploitation des ressources naturelles par l'Etat à la décolonisation, le MAS a réussi à lier le *vivir bien* aux projets d'extraction. Ce changement de discours atteint son sommet avec la Loi cadre de la Terre-Mère et du développement intégral pour le *vivir bien* promulguée en 2012. Bien que ce texte octroie de nouveaux droits à la terre, elle lie désormais officiellement le *vivir bien* au développement intégral mené par l'Etat.¹⁹⁶

¹⁹⁵ ESTERMANN Josef, *Op. cit.*, p. 15.

¹⁹⁶ POSTERO Nancy, *Op. cit.*, p. 114.

Conclusion

Le chemin parcouru par le mouvement indigène en Bolivie depuis une cinquantaine d'années n'a pas été exempt de difficultés. Loin d'être linéaire, il s'est heurté aux résistances des élites conservatrices, à la répression militaire, aux mesures néolibérales. De plus, loin de l'image d'un ensemble homogène et solidaire, le mouvement indigène est apparu comme intégrant en son sein une pluralité de cultures et d'identités. Les revendications de ces différents groupes étant variées, de nombreuses tensions et concurrences se sont révélées au sein du mouvement indigène. Cependant, à l'aube du XXI^{ème} siècle, les différentes revendications semblent avoir convergé vers un même point: la nécessité de refonder l'Etat pour enfin y inclure véritablement les populations indigènes. Dans ce processus, le mouvement indigène a insisté pour que le *vivir bien* soit inclu comme principe fondamental de la Constitution du nouvel Etat plurinational. Le *vivir bien* apparaît dès lors comme une synthèse de la lutte des populations indigènes.

Bien qu'il apparaisse comme un discours pluriel, vaste et mal défini, la Constitution va présenter le *vivir bien* comme un horizon à atteindre, depuis la base locale jusqu'au pouvoir central. Le *vivir bien* doit donc être le guide dans la prise de décision concernant les politiques publiques ainsi que dans leur mise en œuvre pour que chacun et chacune puisse vivre en harmonie avec les autres et avec la nature. Le *vivir bien* est donc intrinsèquement lié au respect et à la protection de la nature.

Pourtant, malgré les discours qui font l'éloge de la Pachamama et appellent au *vivir bien*, le gouvernement d'Evo Morales est engagé dans l'exploitation des ressources naturelles et c'est d'ailleurs cette exploitation qui se trouve au centre du nouveau modèle économique. La Bolivie ne semble pas prête à sortir de ce modèle qui reste bel est bien un modèle capitaliste mais basé sur un interventionnisme fort de la part de l'Etat qui lui même reste profondément libéral. Le gouvernement va même plus loin en faisant du modèle de développement extractiviste, le moyen d'atteindre le *vivir bien* qui se veut pourtant une alternative à ce modèle. La voie empruntée par le gouvernement d'Evo Morales lui vaut donc de nombreuses critiques de la part des adhérents au *vivir bien* ainsi que de nombreux mouvements indigènes révélant une fois de plus, les fractures au sein du monde indigène. Bien que la Bolivie soit

parvenue à pousser les institutions internationales à repenser leurs positions face au réchauffement climatique, les conflits qui surviennent en son sein décrédibilisent un tel discours.

Le *vivir bien* paraît dès lors incapable de passer du simple discours à une réelle alternative au développement. S'il désire s'imposer comme telle, la précision de ces contours est indispensable pour permettre son application concrète. Cependant il ne faut pas oublier que le *vivir bien* est un discours récent, encore en construction, et s'il peut paraître incomplet voire impossible à mettre en œuvre, il est toutefois parvenu à engendrer un foisonnement d'idées apportant des solutions pour répondre aux défis environnementaux, culturels, politiques, économiques, etc., qui se posent en ce début de siècle. Le *vivir bien* semble donc avoir un avenir prometteur en tant que plateforme de dialogues interculturels et intercontinentaux.

POST ADDENDUM

Le 15 août 2017, Evo Morales a promulgué une nouvelle loi qui ouvre la voie à la construction d'une route "respectueuse de l'environnement" dans le TIPNIS.¹⁹⁷

¹⁹⁷ "Gobierno proyecta carretera "amigable con el ambiente" en el TIPNIS", *Los Tiempos*, 15 août 2017.

BIBLIOGRAPHIE

MONOGRAPHIE

- ALBO Xavier, "Suma qamaña = convivir bien. ¿Como medirlo?", dans FARAH Ivonne, VASAPOLLO Luciano (coord.), *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?*, La Paz, Plural Editores, 2011, pp. 133 - 143.
- ASCARRUNZ Beatriz, "El Vivir Bien como sentido y orientacion de politicas publicas", dans FARAH Ivonne, VASAPOLLO Luciano (coord.), *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?*, La Paz, Plural Editores, 2011, pp. 424 - 237.
- CASEN Cécile, « Les mouvement sociaux : de la guerre de l'eau à la guerre du gaz », (chap. 11) dans ROLLAND Denis et CHASSIN Joëlle (coord.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris : l'Harmattan, 2007, pp. 220 – 232.
- DELFOUR Christine, "La gouvernance politique : des acteurs partenaires et concurrents, Le cas du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (1952 - 1964)" (chap. 2) dans ROLLAND Denis et CHASSIN Joëlle (coord.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris : l'Harmattan, 2007, pp. 66 – 78.
- DO ALTO Hervé, "Le MAS-IPSP d'Evo Morales, à la croisée des politiques institutionnelle et contestataire", (chap. 4) dans ROLLAND Denis et CHASSIN Joëlle (coord.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris : L'Harmattan, 2007, p.95 – 104.
- DO ALTO Hervé, STEFANONI Pablo, *Nous serons des millions, Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Paris : Editions Raisons d'agir, 2008, 125 p.
- ROLLAND Denis, "Evo Morales : Eléments bibliographiques" dans ROLLAND Denis et CHASSIN Joëlle (coord.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris : L'Harmattan, 2007, pp. 44 – 48.
- GONZALEZ Norma, "Conflit social et vie publique dans les régions minières : la longue marche de Huanuni pour la vie et pour la paix" (chap. 16) dans ROLLAND Denis et CHASSIN Joëlle (coord.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris : L'Harmattan, 2007, pp. 361 – 376.

- LE BOT Yvon, *La grande révolte indienne*, Paris: éditions Robert Laffont, collection « le monde comme il va », 2009, 362 p.
- POSTERO Nancy, *The Indigenous State; race, politics, and performance in plurinational Bolivia*, Oakland: University of California Press, 2017, 216 p.
- PUENTE Rafael, ""Vivir bien" y descolonización", dans FARAH Ivonne, VASAPOLLO Luciano (coord.), *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?*, La Paz, Plural Editores, 2011, pp. 345 - 381.
- ZACHARIE Arnaud, "Introduction: les relations nord-sud dans un monde multipolaire", dans ZACHARIE Arnaud, *Refonder les politiques de développement*, Lormont: 2010, Editions Le Bord de l'Eau, p. 175 p.

ARTICLES SCIENTIFIQUES

- ACOSTA Alberto, GUDYNAS Eduardo, "La renovación de la crítica al desarrollo y el buen vivir como alternativa", *Utopía y Praxis Latinoamericana*, 2011, n°53, pp. 71 - 83.
- ALBO Xavier, « La marche vers le pouvoir indigène, Equateur, Pérou, Bolivie », *Revue Projet*, 2012, n° 318, pp. 60 – 67.
- ARCE Moisés, RICE Roberta, « Societal protest in post-stabilization Bolivia », *Latin American Research Review*, 2009, vol. XLIV, n° 1, pp. 88 – 101.
- BARRIE Cletus Gregor, «Nuevas narrativas constitucionales en Bolivia y Ecuador : el buen vivir y los derechos de la naturaleza », *Revista de Estudios Latinoamericanos*, 2014, Vol. LIX, pp. 9 - 40.
- CALLA Ricardo, "TIPNIS y Amazonia: contradicciones en la agenda ecológica de Bolivia", *European review of Latin American and Caribbean Studies*, 2011, n°91, pp. 78 - 83.
- CARDOZO René, "Evo Morales en Bolivie", *Etudes*, 2009, Tome 411, pp. 17 - 27.
- CASÉN Cécile, "Le katarisme bolivien : émergence d'une contestation indienne de l'ordre social", *Critique internationale*, 2012, n°57, pp. 1727 - 1743.

- CHAVEZ LEON Marxa Nadia, ""Autonomie indigènes" et "Etat plurinational"", *Alternative Sud, La Bolivie d'Evo: Démocratique, indianiste, et socialiste?*, 2009, vol. XVI, n°3, pp. 109 - 127.
- DO ALTO Hervé, "De la révolution nationale à la victoire d'Evo Morales. Retour sur un demi-siècle de luttes en Bolivie populaire (1952 - 2007)", *Actuel Marx*, 2007, n° 42, pp. 84 - 96.
- DOMINGO Pilar, "Democracy and new social forces in Bolivia", *Social Forces*, 2005, Vol. LXXXIII, n°4, pp. 1727 - 1743.
- ESCARZAGA Fabiola, "Comunidad indigena y revolucion en Bolivia: el pensamiento indianista-katarista de Fausto Reinaga y Felipe Quispe", *Politica y cultura*, 2012, n° 37, pp. 185 - 210.
- ESTERMANN Josef, « Crisis civilizatoria y *vivir bien*, una crítica filosófica del modelo capitalista desde el *allin kawsay/ suma qamaña* andino », *Polis, revista Latinoamericana*, 2012, vol. XI, n°33, pp. 1 - 22.
- FERNANDEZ Hugo, "Suma qamaña, vivir bien, el ethos de la nueva Constitucion boliviana", *Revista OBETS*, 2009, n°4, pp. 41 - 48.
- GUDYNAS Eduardo, "Buen vivir: Today's tomorrow", *Development*, 2011, n°54, pp. 441 - 447.
- GUDYNAS Eduardo, "La dimension ecologica del buen vivir: entre el fantasma de la modernidad y el desafio biocentrico", *Revista OBETS*, 2009, n°4, pp. 49 - 53.
- HIDALGO CAPITAN Antonio Luis, CUBILLO GUEVARA Ana Patricia, "Seis debates abiertos sobre el *sumak kawsay*", *Iconos*, 2014, n° 48, pp. 25 - 40.
- HUERTAS FUSCALDO Bruna, URQUIDI Vivian, "O buen vivir e os saberes ancestrais frente ao neo-extractivismo do século XXI", *Polis, Revista Latinoamericana*, 2015, n°40, pp. 1 - 16.
- LACROIX Laurent, "Néoindigénisme d'Etat et ethnicisation (1994 – 2005) » (chap. 12) dans ROLLAND Denis et CHASSIN Joëlle (coord.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris : L'Harmattan, 2007, pp. 233 – 262.

- LACROIX Laurent, LE GOUILL Claude, « La Bolivie à l'heure du troisième mandat d'Evo Morales », *Outre-terre*, 2015, n° 43, pp. 304 - 329.
- LANDIVAR Diego, RAMILLIEN Emilie, « Indigénisme, capitalisme, et socialisme : l'invention d'une « quatrième voie » ? Le cas bolivien », *L'Homme et la société*, 2009, n° 17, pp. 97 – 118.
- LASERNA Roberto, "Mire, la democracia boliviana, en los hechos...", *Latin American Research Review*, 2010, Vol. XLV, Special issue: Living in actually existing democracies, pp. 27 - 58.
- LAVAUD Jean-Pierre, « Identité et politique : le courant Tupac Katari en Bolivie », *Problèmes d'Amérique latine*, 2013, n°91, pp. 101 – 151.
- LAVAUD Jean-Pierre, "Verushka Alvizuri, Le savant, le militant et l'Aymara – Histoire d'une construction identitaire en Bolivie (1952-2006)", *Problèmes d'Amérique latine*, n°87, pp. 147 – 156.
- POLET François, « La Bolivie d'Evo, démocratique, indianiste, et socialiste ? », *Alternatives sud*, 2009, Vol. XVI, n°3, pp. 7- 24.
- POUPEAU Franck, "La Bolivie entre pachamama et modèle extractiviste", *Ecologie & politique*, 2013, n°46, pp. 109 - 119.
- SOUTY Vincent, « La nouvelle « Constitution politique de l'Etat » bolivienne », *Revue française de droit constitutionnel*, 2011, n° 85, pp. 203 - 224.
- THOMSON Bob, "Pachakuti: Indigenous perspectives, *buen vivir*, *sumaq kawsay* and degrowth", *Development*, 2011, n° 54, pp. 448 - 454.
- UNCETA Koldo, "Descrecimiento y Buen vivir, Paradigmas convergentes ? Debates sobre el postdesarrollo en Europa y America Latina", *Revista de economia mundial*, 2013, n°35, p. 197-216.
- VANHULST Julien, "El laberinto de los discursos del Buen vivir: entre *Sumak kawsay* y socialismo del siglo XXI", *Polis, revista Latinoamericana*, 2015, n°40, p. 1- 25.
- VANHULST Julien, BELING Adrian, "*Buen vivir* et développement durable: rupture ou continuité?", *Ecologie et politique*, 2013, n°46, pp. 41 - 54.

- VIOLA RECASENS Andreu, "Discursos "pachamamistas" versus políticas desarrollistas: el debate sobre el sumak kawsay en los Andes", *Icono*, 2014, n°48, pp. 55 - 72.
- ZALLES Alberto, "Ecueils et déboires de la nouvelle Constitution bolivienne", », *Alternatives sud*, 2009, Vol. XVI, n°3, pp. 95 - 108.
- ZALLES Alberto, "Nationalisme aymara : *Jiwasankiwa Ch'amaxa Jiwasatanwa*", *Alternatives Sud, La Bolivie d'Evo: Démocratique, indianiste et socialiste?*, 2009, vol. XVI, n°3, pp. 129 - 140.

ARTICLES NON SCIENTIFIQUES

- "Gobierno proyecta carretera "amigable con el ambiente" en el TIPNIS", *Los Tiempos*, 15 août 2017;

DOCUMENTS OFFICIELS

- *Acuerdo de los Pueblos*, Cochabamba: Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère, 22 avril 2010, 8 p.
- *Censo de Población y Vivienda 2012, Características de la población La Paz* : Instituto Nacional de Estadística, 2015.
- *Conferencia mundial de los pueblos sobre el cambio climático y los derechos de la Madre Tierra, Discursos y documentos seleccionados*, Cochabamba: Etat plurinational de Bolivie, avril 2010, 189 p.
- Constitution politique de l'Etat Plurinational de Bolivie
- Manifeste de Tiwanaku, La Paz, 1973. Traduction en français dans, MATERNE Yves, *Le réveil indien en Amérique latine*, Les éditions du Cerf, 1976, pp. 11 – 23.
- *Plan Nacional de Desarrollo: "Bolivia digna, soberana, productiva y democrática para vivir bien"*, La Paz: Ministère de la planification du développement, vice-ministère de la planification et coordination, juin 2006., 189 p.

- *Propuesta para la nueva Constitucion politica del Estado*, Sucre: Asamblea nacional de organizaciones indigenas, originaris, campesinas y de colonizadores de Bolivia, août 2006, 25 p.

WORKING PAPERS

- DELCOURT Laurent, *La Bolivie d'Evo: des idéaux indianistes à la realpolitik neodeveloppementiste*, Louvain-la-Neuve: CETRI, 2015, 30 p.
- HUANACUNI MAMANI Fernando, *Investigación : Buen vivir / Vivir bien, filosofía, políticas, estrategias y experiencias andinas*, Lima : Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas, 2010, 122 p.
- JIMENEZ Ricardo, *Recovering and valuing other ethical pillars: the concept of Buen Vivir*, Rio de Janeiro : Forum for a new World Governance, 2011, 15 p.

SITES INTERNET

- Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, "Base de datos y publicaciones estadísticas", <http://interwp.cepal.org/sisgen/ConsultaIntegrada.asp?IdAplicacion=1&idTema=1&idIndicador=31&idioma=e>.
- LAVAUD Jean-Pierre, BABY-COLLIN Virginie, BERNARD Jean-Pierre, "Bolivie", in Encyclopedia Universalis, [en ligne], <http://www.universalis-edu.com.proxy.bib.ucl.ac.be:8888/encyclopedie/bolivie/>.